

HYDROCARBURES

Sonatrach prend part au 2e Sommet d'Istanbul sur les ressources naturelles

P 16

À L'APPROCHE DE L'AÏD EL-ADHA

SOGRAL renforce ses dessertes

La Société nationale d'exploitation et de gestion des gares routières de transport de voyageurs (SOGRAL) a annoncé, hier dans un communiqué, la programmation de 2.200 dessertes supplémentaires au niveau national, en prévision de l'Aïd El-Adha.

P 2

200 MILLIARDS DA D'INVESTISSEMENT ET 6.200 EMPLOIS PRÉVUS

Lancement de sept grands projets à Mostaganem



La dynamique de relance de l'investissement productif se poursuit en Algérie. Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation de sept nouvelles unités industrielles au niveau des zones industrielles « El Bordjia 1 » et « El Bordjia 2 ».

P 5

FORMATION AGRICOLE
Création d'un centre d'excellence algéro-italien à vocation africaine

Un décret présidentiel a été publié au Journal Officiel n 37, portant création d'un centre d'excellence algéro-italien, à vocation africaine, dédié à la formation, la recherche et l'innovation dans le domaine agricole, baptisé "Enrico Mattei".

P 5

LUTTE CONTRE LES FUITES D'EAU
ET LES BRANCHEMENTS ILLICITES

L'ADE intensifie ses efforts

L'Algérienne des Eaux (ADE) intensifie sa lutte contre les pertes d'eau et les raccordements anarchiques. En 2025, plus de 18 500 branchements illicites ont été supprimés à travers le pays, tandis que plus de 292 000 fuites ont été réparées. Ces chiffres témoignent des efforts consentis par l'ADE afin d'améliorer la qualité du service. P 3



AVEC UN RÉSULTAT NET
DE 27,3 MILLIARDS DE DA

La BDL consolide sa croissance en 2025 P 5

ACCORDS, PROJETS D'INFRASTRUCTURES
ET PARTENARIATS RÉGIONAUX

L'Algérie déploie sa diplomatie énergétique en Afrique P 3

AÏD EL-ADHA

Le nombre de moutons importés a atteint un million de têtes P 16

SNTP
Une équipe technique au Tchad pour parachever les préparatifs liés à la réalisation de deux tronçons de la route transsaharienne

Une équipe technique relevant de la Société nationale des Travaux publics (SNTP), s'est rendue au Tchad pour parachever les préparatifs liés à la réalisation de deux (2) tronçons de la route transsaharienne, indique dimanche un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base. "Dans le cadre de la poursuite de la série de missions techniques en République du Tchad, une équipe de cadres technique relevant de la Société nationale des Travaux publics (SNTP), a rejoint, durant la période allant du 20 au 23 mai 2026, l'unité de topographie déployée au niveau du site du projet de la route reliant Ngouri à Bol (Tchad), dans le cadre du projet de la route transsaharienne", lit-on dans le communiqué. Cette mission, troisième du genre pour une équipe technique relevant du secteur des Travaux publics et des Infrastructures de base, s'inscrit dans le cadre de la "poursuite des préparatifs techniques et logistiques nécessaires à la réalisation du projet, en concrétisation des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer les mécanismes de coopération entre les deux pays, notamment dans le domaine des Travaux publics et des Infrastructures de base, à travers le suivi sur le terrain et la réalisation des projets stratégiques à dimension africaine", conclut le communiqué. APS

À L'APPROCHE DE L'AÏD EL-ADHA

SOGRAL renforce ses dessertes

La Société nationale d'exploitation et de gestion des gares routières de transport de voyageurs (SOGRAL) a annoncé, hier dans un communiqué, la programmation de 2.200 dessertes supplémentaires au niveau national, en prévision de l'Aïd El-Adha.

Synthèse R E.

La société a précisé avoir mis en place un programme exceptionnel comprenant 2.200 dessertes supplémentaires, soit l'équivalent de 103.000 sièges additionnels à travers les différentes gares routières, pour satisfaire les besoins croissants des citoyens en matière de transport à l'occasion de l'Aïd El-Adha, et ce conformément aux instructions du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Le ministère de tutelle a donné des instructions à l'ensemble des entreprises de transport des voyageurs relevant du groupe public de transport terrestre TRANSTEV, afin de coordonner les efforts pour assurer des dessertes supplémentaires. Il a instruit également les directions des transports de wilaya d'accorder des autorisations exceptionnelles à toutes les entreprises de transport publiques et privées pour adhérer à cette démarche et assurer les déplacements des voyageurs dans les meilleures conditions, lit-on dans le communiqué. Le programme supplémentaire se poursuivra à travers les différentes gares après l'Aïd pour garantir le retour des voyageurs dans de bonnes conditions, précise la même source, souli-

gnant que la société veille à appliquer un système de permanence pendant les jours de l'Aïd, et ce en coordination avec les directions des transports. Les directions des transports de wilaya avaient adressé des correspondances à l'ensemble des entreprises de transport publiques et privées, comprenant le calendrier des agents de permanence chargés d'assurer les dessertes durant les trois jours de l'Aïd El-Adha, insistant sur la nécessité de s'y conformer en coordination avec les différents organismes concernés, particulièrement la direction des gares routières. Afin de garantir des services à la hauteur des attentes des voyageurs au sein des gares routières, la direction de la SOGRAL a suspendu l'ensemble des congés hebdomadaires et annuels des travailleurs, notamment ceux des guichets, de l'hygiène et de la sécurité. Dans le même contexte, la société SOGRAL a lancé un nouveau service numérique permettant aux voyageurs, depuis la semaine dernière, d'acheter des billets aller-retour via internet. Ce service concerne, dans une première étape, les lignes reliant la gare routière d'Alger à Biskra, Sétif et Tlemcen, avant sa généralisation progressive à l'ensemble des

gares routières du pays. Dans le cadre de l'amélioration de la qualité des services fournis aux citoyens et de la facilitation de leurs déplacements, notamment à travers la réduction des files d'attente générées par la forte demande sur les billets dans les gares routières, la société a annoncé la mise en place de 375 guichets de vente de billets à l'échelle nationale, dont 152 équipés de terminaux de paiement électronique (TPE). Par ailleurs, l'application "Mahatati" a été étendue à 62 gares routières gérées par la SOGRAL, permettant ainsi aux voyageurs d'acheter leurs billets en ligne, sans avoir à se déplacer vers les gares, note la même source. La SOGRAL a, en outre, fait état de la vente de plus de 423.000 billets électroniques depuis le lancement de ce service, via l'application "Mahatati", qui permet de consulter en temps réel les programmes des dessertes et d'effectuer les paiements en ligne à l'aide des cartes de paiement postales et bancaires (CIB). La société a également enregistré deux millions de téléchargements de l'application "Mahatati" depuis son lancement, conclut le communiqué.

LANCEMENT DU PROJET TOURISTIQUE « BABOUR EL BAHDJIA »

Une nouvelle expérience maritime pour dynamiser le tourisme intérieur

La société Abimou Group a annoncé le lancement officiel de son nouveau projet touristique baptisé « Babour El Bahdja », une initiative innovante destinée à promouvoir le tourisme intérieur et à offrir une expérience estivale inédite sur les côtes algériennes. À travers ce projet, l'entreprise ambitionne d'introduire un nouveau concept de loisirs maritimes alliant détente, découverte et convivialité familiale. « Babar El Bahdja » propose ainsi des excursions en mer intégrant diverses

activités récréatives, des animations musicales ainsi que des espaces aménagés pour le repos et la relaxation, dans le but d'offrir aux vacanciers une expérience complète et immersive. Selon un communiqué de la société, cette initiative s'inscrit dans une démarche visant à valoriser les potentialités touristiques du littoral algérien et à encourager les citoyens à redécouvrir leur pays sous un autre angle. Le projet est présenté comme une étape importante dans le développement du

tourisme maritime en Algérie, notamment en matière d'animation estivale et de diversification des offres touristiques destinées aux familles et aux jeunes. La société Abimou Group affirme également vouloir élargir cette expérience à l'avenir à travers de nouveaux services et prestations innovantes répondant aux attentes des estivateurs. À travers « Babour El Bahdja », l'entreprise entend contribuer à la relance de la dynamique touristique nationale en misant sur des

activités de proximité capables de créer une véritable culture du tourisme interne et de renforcer l'attractivité des destinations locales. Les responsables du projet ont, par ailleurs, adressé leurs remerciements à l'ensemble des partenaires et acteurs médiatiques ayant accompagné cette initiative, soulignant que la réussite du projet repose sur la coopération entre les différents intervenants du secteur touristique.

Z R.

NUMÉRISATION DU REGISTRE DES DOLÉANCES DES CITOYENS

Un pas qualitatif vers la modernisation de l'administration

Le médiateur de la République, Mohamed Hattab, a souligné, hier à Ouled Djellal, l'importance du processus de numérisation du registre des doléances des citoyens qui constitue une étape qualitative vers la modernisation de l'administration et le renforcement de la démocratie participative. M. Hattab a précisé, lors d'une visite des services de l'état-civil de la commune d'Ouled Djellal, dans le cadre d'une visite de travail dans cette wilaya, que le regis-

tre des doléances s'inscrit dans le cadre de "la consolidation des principes de la démocratie participative en permettant au citoyen de contribuer à l'amélioration de la performance du service public et d'exprimer ses avis, ses propositions et ses préoccupations en tant que partenaire essentiel dans le développement et l'amélioration du service public". Il a ajouté que parmi les objectifs essentiels de ce mécanisme figure "la réduction des déplacements des citoyens, en

particulier ceux résidant en zones éloignées, en rapprochant l'administration du citoyen et en facilitant les procédures de réception et de traitement de leurs préoccupations, ainsi que la rapidité de prise en charge et l'amélioration du niveau d'efficacité et de rendement, tout en permettant de suivre les étapes de leur traitement de manière transparente et en temps réel". Le même responsable a suivi, dans la salle de réunions du siège de la wilaya, un exposé sur les activités

de la délégation locale du médiateur de la République, présenté par son responsable, Farid Amara, qui a indiqué que cette instance a reçu, depuis l'année 2025, pas moins de 578 citoyens et traité 100 requêtes liées au développement. Le médiateur de la République devrait poursuivre sa visite dans la wilaya d'Ouled Djellal en inspectant plusieurs équipements publics et en écoutant des préoccupations de citoyens.

R E/APS

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LUTTE CONTRE LES FUITES D'EAU ET LES BRANCHEMENTS ILLICITES

L'ADE intensifie ses efforts

L'Algérienne des Eaux (ADE) intensifie sa lutte contre les pertes d'eau et les raccordements anarchiques. En 2025, plus de 18 500 branchements illégitimes ont été supprimés à travers le pays, tandis que plus de 292 000 fuites ont été réparées. Ces chiffres témoignent des efforts consentis par l'ADE afin d'améliorer la qualité du service.

Par Selma R.

Le directeur central de l'ADE, en l'occurrence Charit Salah Eddine, a insisté, lors de son intervention sur les ondes de la radio nationale « Chaîne I », sur le phénomène des pertes d'eau, qu'il qualifie de lourd fardeau financier et technique pour l'entreprise. Il a révélé que plus de 292 000 fuites ont été réparées durant l'année 2025, précisant que le coût moyen d'une seule intervention avoisine les 10 000 dinars, alors que certaines opérations complexes peuvent atteindre plusieurs centaines de milliers de dinars. « Ces pertes représentent un coût colossal pour l'entreprise, d'où l'importance des programmes de modernisation et de sectorisation des réseaux », a affirmé le responsable. Dans cette optique, l'ADE mise sur l'utilisation de systèmes numériques intelligents afin de localiser rapidement les fuites et de réduire les déperditions d'eau. Concernant les raccordements illégitimes, Charit Salah Eddine a rappelé qu'ils constituent non seulement une perte économique importante, mais également un véritable risque sanitaire. « Les branchements anarchiques échappent à tout contrôle de qualité et perturbent fortement la pression du réseau », a-t-il averti. Grâce notamment à l'utilisation d'équipements de géo-radars, l'entreprise a pu détecter et supprimer plus de 18 500 raccordements frauduleux depuis le début de l'année.

Un dispositif exceptionnel pour l'Aïd el-Adha

Par ailleurs et à l'approche de l'Aïd el-

Adha, période considérée comme la plus critique de l'année en matière de consommation d'eau, l'ADE a mis en place un dispositif exceptionnel afin d'assurer la continuité du service public. Selon les chiffres avancés par le même responsable, l'entreprise produit actuellement plus de 6 millions de mètres cubes d'eau par jour et prévoit de mobiliser des volumes supplémentaires à partir des barrages pour faire face à la forte demande attendue le jour du sacrifice. Dans ce cadre, les réservoirs de l'entreprise, dont la capacité globale atteint 7,96 millions de mètres cubes, seront progressivement remplis afin d'atteindre leur niveau maximal le matin de l'Aïd. Plus de 60 % des effectifs de l'ADE, soit environ 37 000 travailleurs, seront mobilisés dans le cadre d'un système de permanence assuré 24h/24. « Toutes les équipes techniques, logistiques et de contrôle de qualité seront sur le terrain pour intervenir immédiatement en cas de problème », a assuré Charit Salah Eddine. Une coordination renforcée a également été mise en place avec Sonelgaz afin de traiter rapidement toute panne électrique susceptible d'affecter les stations de pompage et de traitement. Le responsable a également évoqué les campagnes de sensibilisation lancées par l'entreprise contre le gaspillage d'eau pendant l'Aïd. Selon des enquêtes réalisées par l'ADE, certains citoyens utilisent entre 500 et 2 000 litres d'eau pour le sacrifice, alors qu'une cinquantaine de litres suffisent, selon les professionnels du secteur. Afin de limiter la pression sur les réseaux, l'entreprise encourage les sacrifices collectifs au niveau des quartiers et propose de mettre des camions-citernes à la disposition des comi-

tés de quartiers, dans le but d'éviter le lavage excessif à partir du réseau d'eau potable.

Activation d'un plan spécial été

Évoquant la saison estivale, Charit Salah Eddine a indiqué qu'un plan spécial été a été activé afin d'assurer un approvisionnement régulier en eau potable, notamment dans les zones sensibles. Sur le plan régional, il a affirmé que les wilayas du Sud ne connaissent actuellement aucune difficulté d'approvisionnement grâce aux importantes réserves d'eaux souterraines disponibles. Il a également annoncé la prise en charge définitive de la crise d'eau dans la wilaya de Tiaret grâce à la mise en service du système d'Adjr Maya et au remplissage du barrage de Ben Khedda. Concernant Médéa, le responsable a indiqué qu'une nette amélioration a été enregistrée après l'augmentation des quotas transférés depuis le barrage de Kouddiat Acerdoune, passés de 80 000 à 200 000 mètres cubes par jour, bénéficiant également aux wilayas de Bouira, Tizi Ouzou et M'Sila. Enfin, le directeur central de l'ADE a mis en avant l'accélération du processus de numérisation de l'entreprise. L'application « Miyahimob », conçue comme une agence commerciale électronique, permet désormais aux citoyens de consulter et de régler leurs factures, de signaler des fuites ou encore d'introduire des réclamations en temps réel. Il a également annoncé que le projet pilote des compteurs intelligents, expérimenté avec succès dans la wilaya de Béjaïa, sera généralisé « dans un très court délai ».

ACCORDS, PROJETS D'INFRASTRUCTURES ET PARTENARIATS RÉGIONAUX

L'Algérie déploie sa diplomatie énergétique en Afrique

L'Algérie accélère son offensive énergétique sur le continent africain en faisant du secteur de l'énergie un puissant levier diplomatique, économique et géostratégique. À travers une série d'accords, de projets d'infrastructures et de partenariats régionaux, Alger cherche désormais à consolider son influence en Afrique, aussi bien dans les domaines des hydrocarbures que de l'électricité et des services énergétiques. Cette stratégie traduit la volonté des pouvoirs publics de dépasser le rôle traditionnel d'exportateur de pétrole et de gaz pour devenir un acteur régional capable de piloter des projets d'intégration énergétique à l'échelle du continent. Pour y parvenir, l'Algérie s'appuie sur les capacités de ses grands groupes énergétiques, notamment Sonatrach et Sonelgaz, tout en renforçant ses alliances arabes, particulièrement avec l'Égypte, a indiqué la plateforme spécialisée « Attaqa.net ».

Le rapprochement énergétique entre Alger et Le Caire connaît d'ailleurs une accélération notable. Les deux pays ont récemment signé un mémorandum d'entente portant sur l'achat de pétrole brut algérien par l'Égypte, ouvrant ainsi la voie à un partenariat énergétique plus structuré et durable. Cet accord vise à garantir des flux réguliers

de brut vers les raffineries égyptiennes, tout en permettant aux deux pays de renforcer leur présence sur les marchés africains et méditerranéens. L'Algérie entend également tirer profit des infrastructures énergétiques et de la position géographique stratégique de l'Égypte afin de développer les activités de réexportation de produits pétroliers vers l'Afrique et l'Est méditerranéen. Cette coopération ne se limite pas au commerce des hydrocarbures, puisqu'elle englobe aussi les domaines de l'exploration, de la production et du raffinage. Dans cette dynamique, Alger et Le Caire ont signé un contrat de développement du champ pétrolier de Hassi Bir Rekaiz, pour un investissement avoisinant un milliard de dollars. Le projet prévoit notamment la réalisation d'une unité centrale de traitement de pétrole brut d'une capacité de 31 500 barils par jour, ainsi que des installations de traitement du gaz et des eaux associées. À travers ce projet, l'Algérie cherche également à attirer davantage d'expertises et d'investissements arabes dans ses projets stratégiques, avant de se projeter conjointement vers les marchés africains. En parallèle, l'Algérie multiplie les initiatives bilatérales à travers le continent. En Libye, elle a exporté au mois de mai une cargaison exceptionnelle de 132 000 barils

d'essence afin d'aider le pays voisin à faire face à la pénurie de carburants. Il s'agit de la deuxième cargaison de ce type importée par la Libye depuis 2013, illustrant le renforcement des relations énergétiques entre les deux pays. À l'ouest du continent, Alger a conclu un accord de coopération avec la Côte d'Ivoire dans les secteurs de l'énergie et des mines. Le partenariat prévoit le développement de projets liés à l'exploration, à la production, au raffinage et à la valorisation des ressources minières et énergétiques. L'Algérie s'active également en Afrique australe. Un important projet de centrale électrique de 1 000 mégawatts est actuellement à l'étude au Mozambique avec l'appui de l'expertise algérienne. Dans la région du Sahel, Alger renforce progressivement son empreinte énergétique. Au Niger, Sonelgaz réalise actuellement une centrale électrique à Niamey, tout en participant à des projets de modernisation des réseaux et de formation des cadres locaux. Quant à la Mauritanie, les discussions portent notamment sur la réactivation des stations de distribution de Naftal, l'approvisionnement en carburants ainsi que des projets de raccordement électrique et de lignes à haute tension.

Synthèse S R.

EXPORTATION
D'ÉLECTRICITÉ VERS LA
TUNISIE

L'Algérie veille à honorer ses engagements

Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer les relations de coopération entre l'Algérie et la République tunisienne sœur, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a reçu, hier, au siège du ministère, une délégation de haut niveau de la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG), conduite par M. Fayçal Trifa, en présence de cadres du ministère et du groupe Sonelgaz.

Cette rencontre a permis au ministre de réaffirmer la volonté de l'Algérie, conformément aux orientations du président de la République, de poursuivre le soutien à la Tunisie et de consolider la coopération bilatérale, notamment dans le secteur de l'énergie. Dans ce contexte, le ministre de l'Énergie a renouvelé l'engagement de l'Algérie à poursuivre l'exportation d'électricité vers la Tunisie durant l'été 2026, malgré les défis liés à la forte demande énergétique enregistrée durant la période estivale au niveau national. Il a souligné que l'Algérie, à travers le groupe Sonelgaz, veille à honorer ses engagements envers la partie tunisienne, compte tenu de l'importance stratégique de cette coopération.

Par ailleurs, Adjal a évoqué le projet d'interconnexion électrique tripartite entre l'Algérie, la Tunisie et la Libye, appelant à accélérer sa réalisation en raison de son importance stratégique dans le renforcement de l'intégration énergétique et du positionnement des pays de la région.

Le ministre a également examiné avec la délégation tunisienne une proposition de projet portant sur la réalisation d'une centrale électrique à cycle combiné d'une capacité de 1 400 mégawatts sur le territoire tunisien. À cette occasion, il a donné des instructions aux responsables de Sonelgaz afin de renforcer la coordination avec la partie tunisienne et de l'accompagner dans la satisfaction de ses besoins énergétiques. De son côté, le chef de la délégation tunisienne, M. Fayçal Trifa, a salué le niveau de coopération entre la STEG et le groupe Sonelgaz, exprimant l'intérêt de la Tunisie à bénéficier de l'expertise algérienne dans le domaine énergétique, tout en appelant à approfondir et élargir davantage cette coopération.

Z R.

ONEFD Début de l'examen d'attestation de niveau des apprenants à distance

Les épreuves de l'examen d'attestation de niveau des apprenants à distance des cycles moyen et secondaire, au titre de l'année scolaire 2025-2026, ont débuté dimanche, avec la participation de plus de 700.000 candidats répartis à travers 2.369 centres d'examen au niveau national.

Donnant le coup d'envoi de ces épreuves depuis le CEM "Haron ar-Rachid" à Alger, le directeur général de l'Office national de l'enseignement et de la formation à distance (ONEFD), Mohamed Bouaziz, accompagné de la directrice de l'éducation d'Alger-Centre, Nadia Bentahar, a indiqué que "tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés afin d'assurer le bon déroulement de cet examen auquel prennent part 700.100 apprenants".

M. Bouaziz a précisé que le nombre de candidats à cet examen, qui se déroulent sur une seule journée, s'élève à 272.900 candidates pour le cycle d'enseignement moyen, et à 427.200 candidates pour le cycle d'enseignement secondaire.

Dans ce cadre, 37.503 apprenants au sein des établissements pénitentiaires passent également l'examen d'attestation de niveau des deux cycles.

A cette occasion, M. Bouaziz a souligné l'importance de l'enseignement à distance, devenu un moyen de soutien à l'enseignement classique, car constituant "une seconde chance pour les apprenants souhaitant améliorer leur niveau scolaire en vue d'obtenir le Brevet de l'enseignement moyen (BEM) et le baccalauréat", se félicitant des bons résultats réalisés durant les dernières années.

LIGNE MINIÈRE EST

Le ministre presse les entreprises de renforcer le rythme des travaux

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a donné, samedi, des instructions pour accélérer les travaux de réalisation de la ligne minière Est, notamment la mobilisation de moyens humains et matériels supplémentaires et la prolongation des horaires de travail, indique un communiqué du ministère. Ces instructions ont été données par M. Djellaoui lors de la séance de travail qu'il a présidée au siège du ministère, dans le cadre du suivi de l'avancement des travaux du projet de la ligne minière Est, dans son tronçon Bouchegouf-Dréa (121 km), en complément de la réunion tenue à ce sujet le 15 mai dernier.

Cette séance de travail s'est déroulée en présence des cadres centraux du ministère, des directeurs généraux de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) et de la Société nationale des travaux publics (SNTP), ainsi que des représentants des bureaux d'études concernés

FORMATION AGRICOLE Création d'un centre d'excellence algéro-italien à vocation africaine

Un décret présidentiel a été publié au Journal Officiel n 37, portant création d'un centre d'excellence algéro-italien, à vocation africaine, dédié à la formation, la recherche et l'innovation dans le domaine agricole, baptisé "Enrico Mattei". Selon ce décret, n 26-193, signé le 12 mai en cours par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le siège de ce nouveau centre, placé sous la tutelle du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, est fixé à Sidi Bel Abbès.

Cet établissement public à caractère scientifique et technologique est créé dans le cadre d'un mémorandum d'entente entre l'Algérie et l'Italie, signé à Rome le 23 juillet 2025.

Il pour principal objectif de renforcer les capacités nationales et africaines dans le domaine agricole à travers des partenariats de recherche axés sur la pratique et des programmes de formation spécialisée. Ses missions incluent aussi l'adoption de solutions technologiques innovantes pour améliorer la productivité, la rationalisation des ressources naturelles, la formation des jeunes africains et des formateurs, ainsi que le renforcement de la coopération régionale et internationale à travers des projets collaboratifs et d'intérêt commun traitant des questions cruciales liées à l'agriculture, à l'eau et aux changements climatiques.

Le centre "Enrico Mattei" est administré par un conseil d'administration composé

de 16 membres des deux pays, à parité égale, dirigé par un directeur général et doté d'un conseil scientifique et pédagogique consultatif, issu des deux parties, dont des représentants d'universités et de centres italiens, tandis que les programmes de formation sont élaborés et mis en oeuvre en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Sur le plan financier, le texte stipule que les recettes du centre proviennent notamment des contributions de l'Algérie, de l'Italie, éventuellement d'autres pays, d'organismes internationaux, d'entreprises économiques, ainsi que des revenus de ses activités et brevets.

APS

ENVIRONNEMENT

Lancement du projet de Musée national de la biodiversité

Le projet de Musée national de la biodiversité a été lancé, samedi à Alger, en vue de promouvoir et de valoriser le patrimoine naturel du pays.

La cérémonie de lancement du projet de Musée national de la biodiversité, qui sera réalisé à Staoueli (Alger), a été présidée par la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, en présence de ministres et de représentants du secteur de l'environnement de nombre de pays, et ce, en marge du Colloque international sur la biodiversité.

Selon les explications fournies par la ministre à cette occasion, ce musée constituera un espace dédié à la valorisation du riche patrimoine naturel national et de la biodiversité de l'Algérie. Ce sera un établissement de référence en matière de sensibilisation environnementale à l'importance de la préservation des ressources naturelles, a-t-elle dit. Mme Krikou avait présidé, dans la matinée, l'ouverture du Colloque international sur la biodiversité, organisé par son ministère, sous l'égide du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, à l'occasion de la Journée mondiale de la biodiversité, célébrée le 22 mai de chaque année.

La cérémonie s'est déroulée en présence de la présidente de la Cour Constitutionnelle, Mme

Leïla Aslaoui, de membres du Gouvernement, ainsi que de ministres et représentants du secteur de l'environnement de pays comme la Mauritanie, le Tchad, le Portugal et l'Italie.

Des représentants de la communauté nationale établie à l'étranger, d'instances et organismes nationaux et d'organisations onusiennes y ont également pris part.

Cette rencontre a été une opportunité pour mettre en valeur les richesses naturelles et écologiques dont regorge l'Algérie. Elle a également été marquée par l'organisation de sessions de débat réu-

nissant experts, chercheurs et décideurs autour des moyens de renforcer la gouvernance environnementale, de valoriser les ressources naturelles et de préserver les écosystèmes.

Au cours de ces sessions, les efforts déployés par l'Algérie en matière de protection de la biodiversité ont été passés en revue, avec la mise en avant des principales réalisations et des projets lancés dans ce domaine. Un exposé consacré à la Stratégie nationale de la biodiversité à l'horizon 2030 a également été présenté à cette occasion.

Agence

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 21 ماي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 21 Mai 2026

Produits	Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
	معدل	أعلى	أدنى	دج / كلغ	
	مoyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	59	69	50	البطاطا
	Tomate	88	101	74	الطماطم
	Oignon sec	94	105	84	البصل الجاف
	Ail sec	701	798	604	الثوم الجاف
	Ail vert	188	215	162	الثوم الاخضر
	Carotte	102	113	90	الجزر
	Navet	112	125	100	اللفت
	Petit pois	193	214	173	الجنينة
	Fève verte	78	89	67	الفول الاخضر
	Courgette	144	158	129	الكوسة
Haricot vert	269	303	235	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	103	117	89	الخس	
Fruits frais	Orange	299	346	253	البرتقال
	Citron	247	277	217	الليمون
	Pomme locale	513	618	407	التفاح المحلي
	Datte	490	624	357	التمر
	Banane	480	497	463	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2014	2183	1846	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	374	386	362	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	18	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	NC	0,00	-0,20	-11,32	6,07	10,17	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 397,00	1397,00	0,00	0,08	-0,81	8,98	5,57	3143	4 390 771,00
BIOPHARM	BIO	2 506,00	NC	0,00	0,03	1,11	6,66	6,38	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 069,00	2070,00	0,05	-0,73	-7,80	9,87	6,04	2231	4 618 170,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,64	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	445,00	0,00	-0,45	8,44	4,21	4,72	210	93 450,00

RE

200 MILLIARDS DA D'INVESTISSEMENT ET 6.200 EMPLOIS PRÉVUS

Lancement de sept grands projets à Mostaganem

La dynamique de relance de l'investissement productif se poursuit en Algérie. Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation de sept nouvelles unités industrielles au niveau des zones industrielles « El Bordjia 1 » et « El Bordjia 2 ».

Par Zahir R.

Ces projets, inscrits dans le cadre de la politique nationale de promotion de l'investissement productif, représentent un volume global de déclarations avoisinant les 200 milliards de dinars et devraient générer plus de 6 200 emplois directs, confirmant ainsi l'ambition des pouvoirs publics de renforcer le tissu industriel et de stimuler la création de richesse. Le DG de l'AAPI a révélé, avant-hier, que l'Agence a attribué, à ce jour, 29 assiettes foncières à travers les deux zones industrielles, couvrant une superficie globale d'environ 180 hectares, au profit de projets d'investissement dont certains sont déjà entrés en phase de réalisation effective, tandis que d'autres ont atteint des stades avancés des travaux, parallèlement à la poursuite de la réception de nouvelles demandes d'investissement. Il a précisé que 17 contrats de concession ont déjà été établis par l'AAPI, permettant le lancement effectif de plusieurs projets, tandis que d'autres sont en phase avancée de réalisation, avec un flux continu de nouvelles demandes d'investissement. Parmi les projets phares figure celui du

groupe « Faderco », qui comprend trois unités industrielles intégrées. Ce complexe porte sur la transformation du papier, la fabrication de produits dérivés, ainsi que la production de pâte à papier, de carton et la transformation des matières plastiques. L'investissement global de ce projet est estimé à près de 30 milliards de dinars et devrait générer entre 1 200 emplois directs et 3 600 emplois indirects. Selon les explications fournies sur place, ces unités industrielles s'appuient sur des équipements modernes et des technologies de production avancées, conformes aux standards internationaux, avec pour objectif de renforcer la compétitivité de l'industrie nationale et de réduire la dépendance aux importations, notamment dans les secteurs du papier et de l'emballage. Le président-directeur général du groupe « Faderco », Amor Habes, a affirmé que ces investissements s'inscrivent dans une vision industrielle moderne, orientée vers l'exportation et la conquête de nouveaux marchés. Dans le même cadre, les autorités locales ont également procédé au lancement de deux autres unités industrielles, l'une dédiée à la production et au stockage de semences de pomme de terre, et l'autre à la production

d'huile alimentaire, avec une mise en service prévue dans un délai de 18 mois. Sur le terrain, la délégation a inspecté plusieurs infrastructures industrielles, dont des unités déjà opérationnelles ainsi que d'autres en cours de réalisation, en plus des équipements d'accompagnement, notamment les réseaux de pompage et les installations électriques haute tension. Cette dynamique confirme, selon les autorités locales, la montée en puissance de la wilaya de Mostaganem comme pôle industriel émergent, soutenu par une politique d'accompagnement des investisseurs et une amélioration progressive du climat des affaires, en vue de renforcer la contribution du secteur industriel au développement économique national. Il est à rappeler que l'Algérie a attiré plus de 20 000 projets d'investissement depuis la création de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement en 2022, avec des engagements dépassant les 9 000 milliards de DA (environ 67,5 milliards de dollars), répartis entre les secteurs de l'industrie, des mines, du tourisme et des services, selon les derniers chiffres dévoilés récemment par le Premier ministre, Sifi Ghrieb.

NAÂMA

Une société turque présente un projet agricole stratégique

La wilaya de Naâma poursuit ses efforts pour attirer les investissements structurants dans le secteur agricole. Dans ce cadre, les autorités locales ont accueilli, à la fin de la semaine dernière, une délégation de la société turque SPA OZMERT ALGERIA venue étudier les conditions de concrétisation d'un projet d'investissement agricole à caractère stratégique dans la région. La rencontre, présidée par le secrétaire général de la wilaya chargé de la gestion des affaires de la wilaya, en présence du président de l'Assemblée populaire de wilaya et des directeurs concernés, s'inscrit dans le cadre de l'examen des de-

mandes de classement des projets agricoles stratégiques, conformément aux conclusions de la réunion de la cellule centrale chargée de cette opération, tenue le 11 mai 2026. Lors d'une séance de travail organisée à cette occasion, les représentants de la société turque ont présenté un exposé détaillé sur le projet envisagé, mettant en avant ses objectifs économiques et de développement. Le projet devrait contribuer au renforcement de l'investissement agricole dans la wilaya et permettre la création de plus de 500 emplois directs, tout en soutenant la dynamique de développement local. Les responsables locaux ont, de leur côté, exposé les

différents atouts dont dispose la wilaya de Naâma pour accueillir ce type de projets structurants. Ils ont notamment mis en avant la disponibilité du foncier agricole, les ressources énergétiques et hydriques existantes ainsi que les infrastructures et capacités logistiques susceptibles d'accompagner la réussite de cet investissement. Les discussions ont également porté sur les perspectives de développement agricole et industriel offertes par la région, que les autorités locales cherchent à valoriser afin d'attirer davantage d'investissements créateurs de richesse et d'emplois. Dans le cadre de cette visite, les représentants de la société OZMERT

ALGERIA, accompagnés du directeur des services agricoles, des représentants des secteurs concernés ainsi que des responsables locaux des daïras et des communes concernées, ont effectué une visite de terrain pour inspecter les assiettes foncières proposées pour l'implantation du projet. Cette visite avait pour objectif de vérifier la conformité des terrains avec les exigences techniques et agricoles du projet, considéré comme l'un des investissements prometteurs susceptibles de renforcer la sécurité alimentaire et de dynamiser l'activité économique dans la wilaya de Naâma.

R E.

TIPASA

M^{me} Krikou accompagne ses homologues mauritanienne et tchadien en visite à l'usine de dessalement d'eau de mer de Fouka

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a accompagné, dimanche, les ministres de l'Environnement de Mauritanie et du Tchad, respectivement Mme Messouda Baham Mohamed Laghdaf et M. Hassan Bakhit Djamous, lors d'une visite à l'usine de dessalement d'eau de mer "Fouka 2" de Tipasa. A cette occasion, la délégation ministérielle a pris connaissance de l'expérience algérienne en matière de dessalement d'eau de mer, de lutte contre les changements climatiques et de préservation de l'environnement. Les responsables de l'usine "Fouka 2" ont présenté un exposé sur l'expérience algérienne dans ce domaine, notamment durant les dernières années, suite à la décision du président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune, de réaliser cinq (5) usines de dessalement d'eau de mer, dotées chacune d'une capacité de 300.000 m³/Jour, soit un volume global d'1,5 million de m³/Jour, dans le cadre d'une stratégie nationale visant à faire face au stress hydrique. Selon les explications fournies sur place, l'Algérie ambitionne de produire 5,6 millions de m³ d'eau dessalée par jour à l'horizon 2030 grâce à un 2e programme complémentaire décidé l'année dernière par le président de la République, portant sur la réalisation de six (6) autres usines devant porter à 25 le nombre total des installations de dessalement d'eau de mer dans le pays. Dans une déclaration à la presse, Mme Krikou a indiqué que les deux hôtes de l'Algérie avaient exprimé leur admiration

pour cette infrastructure stratégique ainsi que leur intérêt pour l'expérience algérienne visant à éliminer progressivement le problème du stress hydrique induit par les changements climatiques. Elle a souligné que l'usine de dessalement d'eau de mer "Fouka 2" fonctionne "selon des technologies modernes, avancées et respectueuses de l'environnement". Elle a également fait savoir que l'Algérie "œuvrera à l'avenir à la valorisation de la saumure, une expérience également digne d'intérêt". Pour sa part, la ministre mauritanienne de l'Environnement et du Développement durable a salué ce projet, exprimant sa "fierté en tant qu'Africaine et en tant que représentante d'un pays du Sahel de voir cette station stratégique fonctionnant avec

des technologies très avancées". De son côté, le ministre tchadien de l'Environnement, de la Pêche et du Développement durable a estimé que l'usine de dessalement d'eau de mer "Fouka 2" constitue "un exemple" que devraient suivre les pays africains pour répondre aux besoins de leurs populations en eau potable, saluant "les efforts de l'Algérie, à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui accomplit un travail remarquable au profit des citoyens algériens dans ce domaine". Il a ajouté que cette réalisation reflète "une expérience algérienne digne d'intérêt qui devrait constituer une source d'inspiration pour de nombreux pays africains dans ce domaine".

APS

AVEC UN RÉSULTAT NET DE 27,3 MILLIARDS DE DA
La BDL consolide sa croissance en 2025

La Banque de Développement Local (BDL) confirme la robustesse de sa situation financière à travers les résultats enregistrés au titre de l'exercice 2025, marqués par une progression notable des principaux indicateurs de performance et une consolidation continue de ses équilibres financiers. Réuni le 16 mai 2026, le Conseil d'administration de la banque a arrêté les états financiers de l'exercice écoulé, mettant en évidence la capacité de la BDL à maintenir une dynamique de croissance soutenue dans un environnement bancaire en constante mutation. Selon les données publiées par la banque, le Produit Net Bancaire (PNB) a atteint 70,7 milliards de dinars, enregistrant une hausse de plus de 4,53 % par rapport à l'exercice précédent. Cette performance traduit la progression de l'activité commerciale de la banque, la diversification de ses sources de revenus ainsi que l'amélioration continue de ses indicateurs prudentiels. La solidité financière de la BDL se reflète également dans la forte progression du résultat net, qui s'est établi à 27,3 milliards de dinars à la clôture de l'exercice 2025, soit une augmentation supérieure à 19,16 % comparativement à l'année 2024. Ce résultat, supérieur aux objectifs fixés, confirme le renforcement de la rentabilité des fonds propres de l'établissement bancaire. La banque souligne que cette évolution positive repose notamment sur une stratégie axée sur la modernisation de ses services, l'accélération de la transformation digitale et l'amélioration de l'efficacité opérationnelle. Dans ce contexte, le Conseil d'administration a proposé à l'Assemblée générale ordinaire la distribution d'un dividende de 107 dinars par action au titre de l'exercice 2025. Cette proposition illustre, selon la banque, la solidité des résultats réalisés ainsi que sa volonté d'assurer une rémunération attractive aux actionnaires tout en préservant les équilibres financiers de l'institution. La BDL estime également que les résultats obtenus confortent la pertinence de ses orientations stratégiques fondées sur le développement de services financiers innovants et l'amélioration continue de l'expérience client.

R E.

GUELMA

Le médecin généraliste doit insister sur l'alimentation thérapeutique durant la prise en charge des malades

Le bureau de Guelma de la société algérienne de médecine générale (SAMG) a organisé samedi "la première journée médicale" mettant en exergue l'importance de l'insistance du médecin généraliste sur l'alimentation thérapeutique en tant que méthode de bonne prise en charge des malades, notamment ceux atteints de maladies chroniques.

Dans son intervention durant la rencontre ouverte par le wali, Samir Chibani à la maison de la culture Abdelmadjid Chafei, Dr. Maha Chaïb du bureau de Bordj Bou Arreridj de la société algérienne de médecine générale a estimé que le médecin généraliste est tenu de suivre "une formation continue dans le domaine des systèmes alimentaires sains complétant le traitement médical du malade, notamment des personnes souffrant de diabète, de troubles endocriniens, de maladies cardiaques et du tube digestif".

De son côté, Dr. Yacine Rouabhi du bureau de la société à Sétif a intitulé son intervention "le magnésium, minéral incontournable", estimant que plusieurs pathologies peuvent être atténuées ou traitées par le recours au magnésium comme aliment essentiel à l'instar des cas de surmenage, de stress et de manque de sommeil", relevant que "beaucoup de maladies résultent de carence en magnésium".

Cette journée placée sous le slogan "évolution professionnelle permanente" est une occasion d'échange entre praticiens sur un thème lié à la santé publique, à la profession du médecin généraliste et à certaines maladies touchant les femmes comme troubles hormonaux, le syndrome des ovaires polykystiques, la puberté précoce et le pied diabétique, a indiqué à l'APS Dr. Naïma Abassi, présidente du bureau de Guelma de la SAMG.

La rencontre a connu, selon la même source, la participation de généralistes des wilayas de Guelma, de Constantine, d'Oum El Bouaghi, de Sétif et de Bordj Bou Arreridj.

APS

TIZI-OUZOU

Une trentaine d'exposants à la 7^e édition de la fête du lait d'Imaloussen

La 7^e édition de la traditionnelle fête du Lait du village Imaloussen, dans la commune de Timizart (Tizi-Ouzou), s'est ouverte samedi avec la participation d'une trentaine d'exposants.

Placée sous le signe de la valorisation et de l'encouragement de la filière laitière locale, ainsi que du développement agricole, cette manifestation économique et culturelle est devenue un rendez-vous incontournable pour les éleveurs, producteurs et transformateurs de lait, ainsi que pour le monde rural, a indiqué le chargé de communication de cet événement, Abdallah Arkoub.

La fête vise à promouvoir le savoir-faire de cette région, considérée comme l'un des plus importants bassins laitiers de la wilaya de Tizi-Ouzou, a relevé M. Arkoub, précisant que le village Imaloussen compte à lui seul une quarantaine d'éleveurs principaux, outre les petits éle-

veurs possédant quelques têtes de bétail. La localité s'est également distinguée par le développement d'une activité s'appuyant sur des transformateurs de lait spécialisés, notamment dans la fabrication de fromages de type Camembert, faisant de cette filière un levier social et économique majeur qui fait vivre de nombreuses familles, de manière directe ou indirecte.

Organisé par le comité du village d'Imaloussen, en collaboration avec la commune de Timizart et avec le concours des directions locales des services agricoles et de la culture, l'événement se tient sous le patronage du wali de Tizi-Ouzou. Outre les producteurs locaux, cette édition accueille des exposants et des pro-

fessionnels venus de plusieurs wilayas voisines, offrant ainsi un espace d'échange et de partage d'expériences entre les différents acteurs du secteur.

Au programme de cette manifestation, figure une exposition riche en produits laitiers qui met en valeur la qualité de la production artisanale et moderne. L'une des activités phares de l'événement reste le traditionnel concours de la meilleure vache laitière, de la meilleure brebis, de la meilleure chèvre et du meilleur éleveur, ainsi qu'un concours de la meilleure baratte traditionnelle "Thafeq-louchth" confectionnée à partir d'une ca-lebasse séchée.

APS

SAÏDA

Réception de 20 nouveaux établissements scolaires fin août prochain

Vingt nouveaux établissements scolaires devront être réceptionnés dans différentes communes de la wilaya de Saïda d'ici la fin du mois d'août prochain, dans le cadre du renforcement des infrastructures éducatives en prévision de la rentrée scolaire 2026-2027, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. La même source a précisé que le wali de la wilaya, Amoumen Mermouri, a indiqué lors de sa visite d'inspection, jeudi dernier, de plusieurs projets éducatifs en cours

de réalisation dans la ville de Saïda, que ces infrastructures destinées à améliorer les conditions de scolarisation des élèves, comprennent 8 écoles primaires, 8 collèges d'enseignement moyen (CEM) et 4 lycées. Les travaux connaissent un rythme d'avancement important et contribueront à renforcer la carte scolaire, indique-t-on.

Le même responsable a souligné que les autorités de la wilaya accordent une importance particulière au secteur de l'éducation,

considéré comme un secteur prioritaire. Il a ajouté que ces nouveaux établissements entrèrent en service dès le début de la prochaine année scolaire, afin d'améliorer les conditions d'accueil des élèves et de réduire la surcharge enregistrée dans certains établissements scolaires.

Le wali a également indiqué que les services de la wilaya suivent régulièrement l'avancement de ces projets, en coordination avec les différentes instances concernées, afin d'assurer l'achèvement

des travaux et des équipements dans les délais fixés.

A noter que le secteur de l'éducation dans la wilaya de Saïda a été renforcé, durant l'année scolaire en cours 2025-2026, par la mise en service de 15 nouveaux établissements scolaires dont 10 écoles primaires, 4 CEM et un lycée.

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Saïda compte actuellement 224 écoles primaires, 72 collèges et 33 lycées, souligne-t-on.

APS

ILLIZI

Électrification de nouvelles exploitations agricoles au Nord de la wilaya

De nouvelles exploitations agricoles, localisées dans la région de Hassi-Lehdou, commune de Bordj Omar-Driss (Nord d'Illizi), ont été raccordées au réseau d'électrification agricole, a indiqué samedi, dans un communiqué, la direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Lancée par les autorités de la wilaya, l'opération s'inscrit dans le cadre des efforts de

la Sonelgaz visant à accompagner les opérateurs agricoles et réunir les conditions nécessaires à l'impulsion des activités agricoles dans la région. Le projet a porté sur la réalisation de plus de 110 km de réseau électrique, en deux tranches (90 et 19 km), en plus de la réalisation de quatre (4) branchements au profit des opérateurs. L'opération, qui a nécessité un financement de plus de 693,8 millions DA,

a été entièrement finalisée et mise en service. La Sonelgaz a indiqué que la concrétisation de cette opération traduit l'engagement de l'entreprise à accompagner l'investissement agricole dans le but d'assurer des activités durables, d'améliorer les rendements agricoles et de contribuer à la création d'emploi et la génération de richesse, en appui au développement dans la cette wilaya du Sud-Est du pays. R E.

TINDOUF

Les services vétérinaires intensifient le contrôle des marchés de bétail

Les services vétérinaires de la wilaya de Tindouf ont renforcé, ces derniers jours, leurs sorties de terrain et les opérations de contrôle sanitaire dans les marchés de bétail et les points de vente, à travers les différentes communes de la wilaya, dans le cadre des mesures préventives visant à protéger le cheptel et à garantir la bonne santé des moutons proposés à la vente, à l'approche de l'Aïd El-Adha. Dans ce contexte, l'inspecteur vétérinaire de wilaya, Mohamed Chakor Djeltia, a indiqué à l'APS que les équipes vétérinaires mobilisées procèdent quotidiennement à l'examen des têtes de bétail et à la vérification de leur état sanitaire, en plus du contrôle des conditions de leur exposition et de leur commercialisation, avec un accent particulier sur la prévention des mala-

dies animales contagieuses et des zoonoses (maladies transmissibles de l'animal à l'homme).

Le même responsable a précisé que ces campagnes de terrain sont accompagnées d'importantes actions de sensibilisation destinées aux éleveurs et aux citoyens. Des conseils sont ainsi fournis concernant l'importance du respect des règles d'hygiène et des mesures préventives, notamment en ce qui concerne les opérations d'abattage et l'élimination adéquate des déchets des sacrifices, afin de préserver la santé publique et l'environnement.

Il a ajouté que les services vétérinaires accordent une attention particulière au kyste hydatique, considéré comme une maladie pouvant être transmise à l'homme à travers la consommation ou la manipulation inadéquate d'abats

contaminés. Il a souligné que les campagnes de sensibilisation portent également sur les moyens de prévention contre cette maladie, appelant les citoyens à éviter de jeter les déchets d'abattage de manière anarchique ou de les donner aux chiens errants, compte tenu des risques que cela représente pour la santé publique.

L'inspecteur vétérinaire de wilaya a également affirmé que les équipes spécialisées interviennent immédiatement dès la découverte d'abats ou de viandes impropres à la consommation lors des opérations d'abattage, qui sont "saisies et détruits conformément aux procédures sanitaires en vigueur ou transférés vers la décharge publique réservée à cet effet, afin d'éviter tout risque sanitaire potentiel".

Le même responsable a, en outre, mis

en avant l'importance de la lutte contre les maladies transmises par les insectes et autres vecteurs, indiquant que les services concernés mènent régulièrement des campagnes de pulvérisation d'insecticides, d'amélioration de l'environnement et de nettoyage des espaces avoisinant les marchés de bétail, dans le but de limiter la propagation des maladies et de protéger le cheptel de la région.

Selon le responsable, ces mesures s'inscrivent dans le cadre du programme préventif annuel élaboré par les services vétérinaires en coordination avec les différentes instances concernées, afin d'assurer le déroulement de la saison de l'Aïd El-Adha dans des conditions sanitaires sûres et de préserver à la fois la santé du consommateur et le patrimoine animal. R R E.

Les grandes compagnies pétrolières cherchent à se protéger face aux « croisades juridiques gauchistes »

Au sommet des priorités législatives de l'industrie des énergies fossiles figurent des mesures de protection radicales contre toute responsabilité en cas de catastrophes climatiques causées par leurs processus d'extraction. Les Républicains au Congrès font tout leur possible pour les aider dans cette démarche.

2^e partie

Par Emily Sanders (*)

« **S**i la loi fédérale sur l'immunité est adoptée, a déclaré Richard Wallsgrove, professeur associé et directeur de la clinique de droit de l'environnement à la William S. Richardson School of Law de l'université d'Hawaï à Mānoa, ce serait un « camouflet pour les personnes qui souffrent du changement climatique, car cela reviendrait à leur dire qu'elles n'ont même pas le droit d'être entendues par un tribunal. » Une action en justice intentée l'année dernière par la procureure générale d'Hawaï, Anne Lopez, vise par exemple à obtenir le remboursement des coûts liés aux catastrophes climatiques survenues dans tout l'État, lequel a connu le mois dernier des inondations de grande ampleur ayant nécessité des centaines d'opérations de sauvetage et causé au moins un milliard de dollars de dégâts. L'action intentée par Hawaï vise également à contraindre les compagnies pétrolières et gazières à restituer les bénéfices qu'elles ont réalisés grâce à des pratiques trompeuses contraires à la loi de l'État sur la protection des consommateurs, et à mettre fin à toute pratique trompeuse à l'avenir. Maui, qui a subi en 2023 l'un des incendies de forêt les plus meurtriers de l'histoire des États-Unis, et Honolulu ont intenté leurs propres poursuites contre les compagnies pétrolières ; ces affaires sont désormais en passe d'être jugées. Ces poursuites contre les compagnies pétrolières seraient classées sans suite si le projet de loi de Hageman et Cruz venait à être adopté. Ce projet de loi fédéral interdit toute « réparation pour un préjudice présumé, passé ou futur, résultant directe-

ment ou indirectement du changement climatique, y compris en raison de pratiques commerciales, d'allégations de fausses déclarations, d'allégations de défaut d'avertissement ou de toute autre forme de communication ». Il affirme que les tentatives visant à imposer une telle responsabilité « risqueraient de déstabiliser des secteurs entiers qui exercent légalement leurs activités commerciales aux États-Unis ».

« Pourtant, notre système économique tout entier repose sur notre capacité à demander des comptes aux entreprises lorsqu'elles trompent les consommateurs », a déclaré Wallsgrove. De nombreuses actions en justice font valoir que la tromperie des compagnies pétrolières concernant leurs produits a non seulement retardé la prise de mesures pour lutter contre la crise climatique, mais a également faussé le marché de l'énergie en faveur des énergies fossiles.

Même s'il était prouvé devant un tribunal que les compagnies pétrolières ont trompé les consommateurs et le public en enfreignant « des lois qui s'appliquent à tous les autres secteurs, [ce projet de loi] permettrait aux compagnies pétrolières de s'en tirer à bon compte », a déclaré Wallsgrove. « C'est un blanc-seing qui autorise les compagnies pétrolières à mentir autant qu'elles le souhaitent. »

Certaines actions en justice visant à établir la responsabilité climatique s'appuient davantage sur la science de l'attribution climatique, qui permet d'établir un lien entre des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les inondations, les ouragans, les feux de forêt, les sécheresses et les vagues de chaleur, d'une part, et le changement climatique ainsi que les émissions de gaz à effet de serre de certaines entreprises, d'autre part. Ce do-

maine est en plein essor, mais le nouveau projet de loi fédéral affirme qu'il « manque de crédibilité scientifique ». Ce projet de loi offrirait une protection contre la responsabilité climatique non seulement aux entreprises, mais aussi aux particuliers, aux sociétés de personnes, aux entités publiques et aux associations professionnelles accusés de tromperie climatique. Ce type de formulation vise à « faire disparaître les conclusions scientifiques par voie législative », a déclaré Delta Merner, scientifique en chef et directrice adjointe de la campagne pour la responsabilité climatique au sein de l'Union of Concerned Scientists, une organisation à but non lucratif qui soutient les actions en justice intentées par les États en matière de climat.

Malgré les efforts déployés par le secteur industriel, « Hawaï ainsi que d'autres États et collectivités locales dans le pays continueront d'explorer toutes les voies juridiques pour demander des comptes aux entreprises du secteur des énergies fossiles quant à leurs pratiques commerciales trompeuses, lesquelles minimisent l'ampleur du rôle de ce secteur dans les dommages liés au climat. Nous restons déterminés à utiliser tous les outils juridiques à notre disposition pour protéger nos communautés et notre environnement », a déclaré le ministère de la Justice d'Hawaï dans un communiqué transmis par courrier électronique.

L'argent du pétrole derrière le projet de loi

Les législateurs qui soutiennent l'immunité des entreprises pétrolières et gazières ont reçu d'importants dons de la part de ce secteur. Le projet de loi de Hageman a été coparrainé par les députés Pete Stauber (Républicain-Minnesota), Dan Cren-

shaw (Républicain-Texas), Paul Gosar (Républicain-Arizona), Barry Moore (Républicain-Alabama) et Mike Collins (Républicain-Georgia). En comptant Hageman, ces membres du Congrès ont reçu au total au moins 1,8 million de dollars de dons de campagne de la part de l'industrie pétrolière et gazière au cours de leur carrière.

Le projet de loi parallèle à celui de Cruz pour le Sénat a été coparrainé par les sénateurs Tom Cotton (Républicain-Arizona), Mike Lee (Républicain-Utah) et Ted Budd (Républicain-Caroline du Nord). En comptant Cruz, qui a été le principal bénéficiaire des dons de campagne de l'industrie pétrolière et gazière entre 2023 et 2024, ces sénateurs ont reçu plus de 7,6 millions de dollars au cours de leur carrière.

Dans une déclaration faite lundi, Cruz s'en est pris aux « groupes écologistes radicaux », les accusant de « recourir à des poursuites judiciaires sans fondement pour ruiner notre secteur énergétique, détruire des emplois bien rémunérés et faire grimper le prix de l'électricité et de l'essence pour les familles qui travaillent dur ». Lors d'une audition au Congrès l'année dernière sur le thème « La guerre juridique menée par la gauche contre la domination énergétique américaine », il a affirmé, sans apporter de preuves, que la Chine finançait les poursuites judiciaires liées au climat intentées par des collectifs américains.

Il convient de noter que le projet de loi Hageman et Cruz définit l'énergie protégée comme « le pétrole brut, le gaz naturel, les condensats de gaz naturel, le gaz naturel liquéfié, les produits pétroliers raffinés ou le charbon », sans faire mention des sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie solaire et l'énergie éolienne.

Les deux législateurs avaient précédemment déclaré à E&E News qu'ils « n'avaient pas eu de nouvelles » des groupes du secteur pétrolier concernant ce projet de loi. Or, ces mêmes groupes ont été cités dans le communiqué de presse de Hageman au sujet de ce nouveau projet de loi.

« Nous adressons nos remerciements au sénateur Cruz et à la représentante Hageman pour avoir présenté un projet de loi visant à mettre un terme à la multiplication des lois et des poursuites judiciaires au niveau des États, qui menacent le secteur énergétique américain et risquent d'entraîner une hausse des coûts pour les consommateurs », ont déclaré, dans un communiqué commun, Chet Thompson, président-directeur général de l'American Fuel & Petrochemical Manufacturers, et Mike Sommers, président-directeur général de l'American Petroleum Institute.

(A suivre)

COOPÉRATION

Réunion de la commission douanière conjointe tuniso-libyenne

Il a été convenu, lors de la réunion de la commission douanière conjointe tuniso-libyenne, d'assurer le suivi de l'accord commercial bilatéral de libre-échange entre les deux pays, notamment en ce qui concerne les certificats d'origine préférentiels et les mécanismes de contrôle a posteriori de ces certificats.

Il a également été convenu, lors de cette réunion tenue les 20 et 21 mai 2026 au siège de la Direction générale de la Douane, sous la supervision du directeur général de la Douane, Mohamed Hedi Safer, et du directeur général de l'Administration des douanes libyennes, le général Moussa Ali Mohamed, en présence du vice-ambassadeur de Libye en Tunisie, de poursuivre le travail selon le mécanisme des réunions périodiques entre les responsables des douanes des deux pays, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée. Les deux parties ont aussi convenu d'activer l'accord de jumelage dans le domaine de la formation et de l'entraînement, en fixant une date pour la tenue de la première réunion de la commission de jumelage.

Elles ont également examiné plusieurs points techniques relatifs au commerce de transit et à la circulation des camions. Les deux parties ont souligné la nécessité de poursuivre les efforts visant à consolider les acquis réalisés dans le domaine de la coopération douanière tuniso-libyenne, afin de faciliter le mouvement de transit et de contribuer à la dynamisation de l'activité économique au profit des opérateurs traitant avec les administrations douanières des deux pays. Les deux parties ont, par ailleurs, pris connaissance de l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations issues de la réunion de la commission douanière conjointe tuniso-libyenne, tenue à Tripoli en avril 2025, à travers la présentation des résultats des travaux des commissions de lutte contre la fraude commerciale et contre la contrebande, réunies à Djerba en avril 2026. À cette occasion, les participants ont réaffirmé la profondeur des relations de coopération et de coordination entre les administrations douanières des deux pays frères, notamment dans le but de faciliter davantage la fluidité de la circulation des marchandises et des voyageurs entre la Tunisie et la Libye.

R I/Agence

EGYPTE

Le gouvernement émet avec succès 1 milliard \$ d'obligations sociales

Les obligations internationales ont suscité un vif intérêt chez les investisseurs, malgré un contexte régional marqué par de fortes incertitudes liées au conflit en Iran. Le carnet de commandes a dépassé 5 fois le montant ciblé par le gouvernement.

L'Égypte a réussi à lever un milliard de dollars d'obligations sociales et de développement sur le marché international de la dette, pour financer des projets destinés à améliorer les services de santé et d'éducation, et à renforcer l'investissement dans le capital humain, a annoncé le ministère des Finances le mercredi 20 mai.

Première en son genre dans région Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) depuis le déclenchement du conflit en Iran, cette émission a suscité une forte demande de la part des investisseurs internationaux, le carnet de commandes des titres de dette ayant dépassé cinq fois le montant ciblé malgré le climat actuel de volatilité géopolitique. Cela a permis à l'Égypte d'obtenir un taux de rendement de 7,6 % pour ces obligations d'une échéance huit ans.

Le ministère des Finances a précisé dans un communiqué, que la nouvelle sortie du pays le plus peuplé du monde arabe sur le marché international de la dette re-

flète les efforts de l'État pour « diversifier ses instruments de financement et élargir sa base d'investisseurs », notant que le gouvernement rembourse désormais plus qu'il n'emprunte afin de garantir la réduction de l'encours de la dette extérieure.

Une dynamique de réformes porteuses

Après plusieurs années de chocs exogènes successifs comme la guerre en Ukraine et la pandémie de Covid-19, le pays des pharaons avait engagé, début 2024, des réformes économiques pour débloquer des financements internationaux et mettre fin à une forte pénurie de devises. Dans ce cadre, la Banque centrale avait notamment procédé à une dévaluation de la monnaie nationale par rapport au dollar américain, et à l'unification des taux de change. Le gouvernement a également lancé des réformes portant sur la privatisation de certaines entreprises publiques et la réduction des subventions aux produits énergétiques. Combinées à des re-

cettes touristiques record, une hausse des transferts des travailleurs expatriés et d'importants accords d'investissement conclus avec des pays du Golfe, notamment les Émirats arabes unis, ces réformes ont permis au pays d'entamer une phase de stabilisation économique, même si les tensions au Moyen-Orient ont ajouté une nouvelle couche d'incertitudes.

Ces derniers mois, les indicateurs macroéconomiques montrent des signes d'amélioration. La croissance économique a atteint 5,3 % au deuxième trimestre de l'exercice 2025/2026 (1er octobre - 31 décembre), tandis que l'inflation est tombée à 11,9 % en glissement annuel en janvier, après avoir atteint un pic de 38,2 % en juillet 2023.

Fin décembre 2025, le ministère des Finances avait également annoncé une baisse du ratio dette publique / PIB à 84 % contre 96 % deux ans auparavant, notant que l'objectif visé dans ce chapitre est d'atteindre 80 % à fin juin 2026.

Agence

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

Examen des questions de gouvernance, de cybersécurité et de mise à jour des réglementations

Le Conseil général de la Banque centrale de Mauritanie, lors d'une réunion qu'il a tenue, a examiné une série de dossiers liés au renforcement de la gouvernance et à la modernisation des fonctions stratégiques de la banque, en mettant l'accent sur le contrôle interne, la cybersécurité et le développement des systèmes de gestion.

Un communiqué publié à l'issue de la réunion a précisé que le Conseil avait examiné l'état d'avancement d'un certain nombre de projets structurels, ainsi

que les dossiers relatifs à la gestion financière, à l'audit interne et à la gouvernance des systèmes d'information, dans le cadre des efforts déployés par la Banque pour renforcer l'efficacité institutionnelle et améliorer les mécanismes de prise de décision.

Le Conseil a également examiné les états financiers pour l'exercice 2025, ainsi que les avancées relatives à la mise à jour des procédures comptables et à l'interconnexion des systèmes, sans oublier l'élaboration des rapports de gouvernance environnementale,

sociale et institutionnelle (ESG) et le suivi des recommandations émises par les missions de protection, ce qui reflète la volonté de la banque d'aligner ses pratiques sur les normes internationales en matière de gouvernance et de durabilité.

Les travaux ont également porté sur le renforcement de la cybersécurité et de la gouvernance des technologies de l'information, le Conseil ayant été informé des mesures prises pour développer la stratégie des systèmes d'information et améliorer les systèmes

de sauvegarde et de continuité des activités, dans le but de renforcer la résilience opérationnelle et de sécuriser les infrastructures sensibles de la banque. À l'issue de la session, le Conseil a souligné l'importance de poursuivre la modernisation des outils de pilotage et de renforcer les mécanismes de contrôle et de gouvernance interne, afin de soutenir la performance de la Banque centrale mauritanienne dans l'exécution de ses missions fondamentales.

R I.

LE MINISTRE D'ÉTAT CHARGÉ DU COMMERCE EXTÉRIEUR

L'accord de libre-échange entre le CCG et le Royaume Uni aura un impact direct sur le secteur privé au Qatar

Son Excellence Dr Ahmed bin Mohammed Al Sayed, le ministre d'État chargé du Commerce extérieur, a déclaré que l'accord de libre échange récemment conclu entre le Conseil de Coopération du Golfe (CCG) et le Royaume Uni aura un effet bénéfique directement sur le secteur privé qatari et élargira l'accès au marché britannique.

Son Excellence a expliqué que l'accord offrira aux entreprises qatariennes des opportunités élargies d'accès au marché britannique, elle renforcera leur compétitivité dans les domaines du commerce numérique, des services financiers et de l'énergie, et elle ouvrira ainsi

de nouvelles perspectives de croissance économique. Hier, la déclaration conjointe marquant la conclusion des négociations de l'accord de libre échange entre les pays du Conseil de coopération du Golfe et le Royaume Uni a été signée, dans le cadre des efforts visant à renforcer le partenariat économique et commercial entre les deux parties. Son Excellence le ministre d'État chargé du Commerce extérieur au ministère du Commerce et de l'Industrie a participé à la réunion des ministres du Commerce des pays du Conseil de coopération du Golfe avec la partie britannique, tenue par visioconférence. Il a affirmé que la conclu-

sion des négociations de l'accord de libre échange entre le Conseil de coopération et le Royaume Uni constitue une réalisation qui reflète la place de l'État du Qatar et son rôle actif dans la définition de l'avenir des relations économiques internationales.

Il a ajouté : "Cet accord ne se limite pas à renforcer les échanges commerciaux, mais établit une véritable coopération économique de long terme avec le Royaume Uni. Il offre aux entreprises et investisseurs qatariens des opportunités élargies d'accès aux marchés mondiaux, ce qui accroît la compétitivité de l'économie du Qatar et consolide sa position en tant que cen-

tre régional du commerce et de l'énergie".

Son Excellence a conclu en affirmant que l'État du Qatar poursuivra son travail avec ses partenaires du Conseil de Coopération afin de garantir la mise en œuvre effective des dispositions de l'accord et de les traduire en bénéfices tangibles pour les peuples et les économies du Golfe.

En effet, l'accord vise à soutenir les échanges commerciaux, à renforcer les investissements et à ouvrir de nouvelles perspectives de coopération économique entre les deux parties, dans l'intérêt commun.

Agence

SANTÉ

L'Afrique peut gagner 668 milliards \$ en optimisant ses investissements dans la R&D

Dépendant des financements extérieurs, le secteur sanitaire africain est désormais un enjeu stratégique qui dépasse le simple accès aux soins. En investissant résolument dans la recherche, l'innovation médicale et la valorisation de ses propres compétences scientifiques, le continent peut sortir du cycle de l'assistance et faire de ses capacités sanitaires un véritable levier de souveraineté, d'industrialisation et de croissance durable.

À l'heure où l'aide publique au développement connaît sa contraction annuelle la plus sévère depuis l'existence de cet instrument — une chute de 23,1 % en termes réels enregistrée en 2025 selon l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), soit 40,3 milliards USD évaporés en une seule année — l'Afrique se retrouve face à une question dont elle ne peut plus différer la réponse : comment financer sa propre transformation sanitaire et économique ?

Le rapport publié le mardi 19 mai 2026 par la branche africaine du Centre de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC), réalisé dans le cadre du partenariat Union Africaine (UA) – Union Européenne (UE) pour la santé, avec l'appui technique de Global Health Ecosystems, apporte une réponse chiffrée et documentée à cette interrogation. Intitulé « Investir dans la R&D en santé : un moteur de croissance économique pour l'Afrique », ce document offre une modélisation macroéconomique continentale dédiée au retour sur investissement de la recherche et développement (R&D) dans la santé, calibrée sur des paramètres proprement africains.

25 % de la charge mondiale de morbidité, mais seulement 4 % des essais cliniques mondiaux

Le point de départ du rapport est un paradoxe saisissant. L'Afrique supporte environ un quart de la charge mondiale de morbidité. Le paludisme, la tuberculose, le VIH/SIDA et les

maladies tropicales négligées y frappent chaque année des centaines de millions de personnes. Pourtant, sur les 20 825 essais cliniques lancés dans le monde en 2023, seuls 819, soit 4 %, ont été conduits sur le continent. Résultat : l'Afrique produit une fraction infime des connaissances scientifiques standardisées nécessaires pour répondre à ses propres défis sanitaires. Elle demeure un consommateur de solutions développées ailleurs, souvent sans tenir compte de la diversité génétique de ses populations, de ses réalités épidémiologiques ou des contraintes de ses systèmes sanitaires. Plus grave encore, la majorité des retombées économiques de la R&D mondiale en santé — emplois qualifiés, capacités scientifiques, croissance industrielle — bénéficient aux pays qui l'ont financée.

Ce déséquilibre structurel se double d'un sous-investissement chronique. Si l'Union africaine avait, dès 2007, appelé ses États membres à consacrer au moins 1 % de leur produit intérieur brut (PIB) à la R&D, la moyenne continentale stagne aujourd'hui à 0,45 %, très en deçà de la moyenne mondiale de 1,7 %. Moins d'une dizaine des 55 États membres dépassent le seuil de 0,6 %, et trois pays — l'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Égypte — concentrent à eux seuls près des deux tiers des dépenses africaines en R&D.

Le cœur du rapport est une modélisation économique sur vingt ans (2025-2044), construite autour de 5 scénarios d'investissement et de 5 canaux d'impact : croissance du PIB, création d'emplois, attraction de l'investissement privé,

amélioration de la balance commerciale et rétention des chercheurs.

668 milliards \$ de gain cumulé : le chiffre qui doit convaincre les ministères des Finances

Le scénario central — aligné sur l'objectif de 1 % du PIB fixé par l'UA, dont 15 % alloués à la santé — livre des projections d'une portée considérable. Si l'Afrique atteignait cet objectif d'ici 2030, les seuls investissements dans la R&D en santé généreraient 668 milliards USD supplémentaires au produit intérieur brut (PIB) sur vingt ans, soit un retour sur investissement de 137 fois la mise initiale. Le seuil de rentabilité serait atteint dès la quatrième année, en 2029, à l'intérieur d'un seul cycle politique.

Le taux de croissance du PIB africain dépasserait le scénario de référence de 0,4 point de pourcentage dès 2030, pour atteindre un écart de près d'un point de pourcentage en 2035. La prime de niveau annuelle du PIB, c'est-à-dire la différence en valeur absolue entre les trajectoires avec et sans investissement, atteindrait 71,9 milliards USD par an en 2044.

Ces chiffres excluent délibérément la valeur des vies sauvées et des maladies évitées, et ne représentent que les retombées strictement économiques. Le rendement réel, en incluant les gains sanitaires, serait considérablement plus élevé.

Agence

COBALT

Comment la RDC bouscule les fournisseurs établis des États-Unis

Selon l'U.S. Geological Survey (USGS), la RD Congo a représenté 73 % de la production globale de cobalt extrait en 2025, confirmant son statut de premier producteur mondial. Ces volumes restent toutefois largement orientés vers le marché chinois.

Le mercredi 13 mai dernier, Entreprise Générale du Cobalt (EGC) annonçait être en discussions avec la société EValution Energy en vue de mettre en place une chaîne d'approvisionnement en cobalt entre la République démocratique du Congo et les États-Unis. Prévue pour couvrir jusqu'à 40 % de la demande américaine pour ce métal, cette initiative s'ajoute à d'autres rapprochements engagés ces derniers mois, susceptibles de renforcer à terme la place de la RDC parmi les fournisseurs du géant nord-américain.

Norvège, Finlande et Canada en tête

Le cobalt est un métal critique essentiel à plusieurs industries, comme les véhicules électriques, la défense et l'aérospatiale. Pour satisfaire leur demande intérieure, les USA dépendent encore largement des importations. Selon l'U.S. Geological Survey (USGS), seulement 300 tonnes de cobalt ont été extraites sur le territoire américain en 2025. Comme en 2024, les principaux fournisseurs du pays ont été la Norvège, la Finlande, le Canada et le Japon, qui ont couvert ensemble

environ 70 % des volumes importés. L'origine des 30 % restants n'a pas été précisée.

Ces importations couvrent plusieurs produits de la chaîne de valeur du cobalt, notamment le cobalt métal raffiné, les oxydes de cobalt et le sulfate de cobalt. Parmi les fournisseurs, seul le Canada dispose d'une production significative de cobalt primaire, tandis que la Norvège, la Finlande et le Japon jouent surtout un rôle de hubs de raffinage. Pendant ce temps, la RDC, premier producteur mondial de cobalt extrait avec 73 % de l'offre mondiale l'an dernier selon l'USGS, n'apparaît pas dans la liste des fournisseurs. Encore moins en 2023, où une liste plus détaillée des sources d'importation américaines mentionnait même des pays africains, comme la Zambie, le Maroc et Madagascar.

La RDC, fournisseur de plus en plus convoité...

Un intérêt américain pour les flux miniers de la RDC a toutefois commencé à émerger en 2025, année durant laquelle les exportations congolaises de cobalt se sont principalement concentrées entre janvier et février, sur fond d'embargo. Selon les statistiques minières congolaises, les États-Unis ont même importé 1 103 tonnes de cobalt au seul mois de février. Cette évolution est survenue avant la signature d'un partenariat minier entre les deux pays en décembre, dans le cadre duquel s'inscrit l'initiative impliquant EGC.

Dans le cadre de cet accord, EGC devrait fournir de l'hydroxyde de cobalt destiné à alimenter une usine de transformation actuellement en construction en Arizona par EValution Energy. Pour rappel, EGC est une entité publique créée en 2019 afin de détenir le monopole de l'achat, du traitement et de l'exportation du cobalt issu des mines artisanales. Les volumes visés dans le cadre du partenariat n'ont pas encore été précisés. On sait toutefois que la société s'est vu attribuer des quotas de 1 775 tonnes pour 2026 et 5 640 tonnes pour 2027, dans le cadre du système instauré après la levée de l'embargo. L'offensive américaine autour du cobalt congolais ne se limite toutefois pas au secteur public. En avril, la société américaine Virtus Minerals a finalisé l'acquisition de Chemaf SA, opérateur des mines de cuivre et de cobalt Etoile et Mutoshi, en RDC. Une opération présentée par l'entreprise comme un jalon destiné à alimenter prioritairement le marché américain. Une fois pleinement optimisés, ces deux sites pourraient cumuler une production annuelle d'environ 20 000 tonnes de cobalt, selon Chemaf. En parallèle, Orion Critical Minerals, consortium créé l'an dernier avec le soutien de Washington, prévoit aussi d'acquérir 40 % de parts dans les mines Mutanda et Kamoto de Glencore.

Agence

AFRIQUE DU SUD Le gouvernement explore un financement du nucléaire civil avec la Banque mondiale

Après 2 décennies de crise de l'électricité, Pretoria accélère la transformation de son mix énergétique. Entre sortie progressive du charbon, montée du renouvelable et besoins industriels, le nucléaire revient au cœur des débats stratégiques. L'électricien public sud-africain Eskom a engagé des discussions exploratoires avec la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds internationaux, en vue de financer un vaste programme nucléaire civil qui pourrait être lancé dans les douze prochains mois. L'information, rapportée par Reuters le mercredi 20 mai, marque une nouvelle étape dans la stratégie énergétique du pays, qui cherche à réduire sa dépendance au charbon tout en sécurisant une production électrique stable. Eskom, qui exploite la centrale de Koeberg près de Cape Town, seule installation nucléaire commerciale opérationnelle du continent africain, prépare actuellement une demande d'information portant sur jusqu'à 5 200 MW de nouvelles capacités nucléaires. Le projet prévoit 4 800 MW issus de réacteurs à eau pressurisée classiques et 400 MW provenant de petits réacteurs modulaires (SMR), dont au moins la moitié serait dédiés à une stratégie de conversion d'anciennes centrales à charbon.

« Nous sommes en discussions exploratoires avec la plupart des bailleurs potentiels sur différentes façons de financer cela », a déclaré Bheki Nxumalo, directeur exécutif de la production chez Eskom, en marge d'une conférence sur l'énergie. Il a précisé que la société étudie plusieurs modèles de financement, allant des partenariats public-privé au financement fournisseur, où le constructeur prend en charge le financement de l'installation, à l'image du modèle suivi par le russe Rosatom sur le projet égyptien d'El Daba.

Un retour du nucléaire dans les priorités des bailleurs de fonds

Cette initiative survient dans un contexte de réouverture progressive des institutions financières internationales au nucléaire civil. L'an dernier, la Banque mondiale a signalé son intention de soutenir les pays qui optent pour cette technologie dans leur mix énergétique. En juin, l'institution a également signé un accord avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour renforcer l'appui technique et financier au nucléaire dans les pays en développement, notamment autour des petits réacteurs modulaires. Eskom, qui reste fortement endettée malgré une amélioration récente de ses résultats financiers, reconnaît ne pas pouvoir financer seule un tel programme. L'entreprise cherche donc l'appui de banques commerciales, de la Banque africaine de développement (BAD), et d'autres institutions de financement du développement.

R. I.

POINT-MARCHÉS

Comme un air de déjà-vu

Cette semaine a une nouvelle fois été marquée par une forte volatilité sur les places financières. La remontée des rendements obligataires, alimentée par les craintes inflationnistes, a d'abord pesé sur les marchés, avant qu'un mouvement de détente ne s'amorce dans le sillage du repli des cours pétroliers et des espoirs d'apaisement au Moyen-Orient. Malgré des désaccords persistants, notamment autour de la question de l'uranium, les opérateurs semblent privilégier une lecture optimiste de la situation et parier sur une résolution prochaine du conflit.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops
OHB +28,26 % : le concepteur de satellites allemand s'envole dans un environnement particulièrement porteur. Boosté par l'annonce de l'IPO de SpaceX (qui a fait grimper l'ensemble du secteur), le groupe aéronautique vient d'officialiser la création d'une coentreprise avec Helsing, spécialiste européen de la défense

Guardant Health +25,32 % : le laboratoire a annoncé mercredi que la FDA avait approuvé son Guardant360 Liquid CDx. Ce test de biopsie liquide est désormais autorisé comme diagnostic compagnon pour plusieurs thérapies ciblant le cancer du poumon non à petites cellules et le cancer colorectal.
Uniper +21 % : l'énergéticien allemand sous contrôle étatique a connu une semaine faste après que le ministère fédéral des Finances a officiellement lancé, le 19 mai 2026, le processus de reprivatisation. Il vise à ramener la participation de Berlin de 99% à 25% plus une action d'ici fin 2026, avec un appel à manifestations d'intérêt.

Sonova +16,81 % : le numéro un mondial des solutions auditives salue la publication, le 18 mai 2026, de résultats annuels 2025/2026 supérieures aux attentes sur la rentabilité. La direction anticipe pour 2026/2027 une croissance des ventes de 5 à 8% et une progression de l'EBIT de base de 7 à 10% à taux de change constants.

Dominion Energy +9,62 % : l'électricien virginien s'envole à la suite de l'accord de fusion annoncé le 18 mai avec NextEra Energy, une opération valorisant Dominion à quelque 67 MdsUSD. L'opération donnerait naissance au premier opérateur de réseau électrique régulé mondial avec 10 millions de clients.

Ryanair +10,67 % : la première compagnie aérienne européenne par le nombre de passagers transportés a publié un bénéfice net record de 2,26 MdsEUR pour l'exercice clos fin mars, en hausse de 40% sur un an et au-dessus du consensus à 2,16 MdsEUR. La couverture carburant à 80% à environ 67 USD le baril jusqu'en avril 2027 constitue un avantage structurel décisif face aux transporteurs concurrents non couverts.

Euronext +7,79 % : l'opérateur paneuropéen d'infrastructures de marchés de capitaux grimpe à la suite de la publication de résultats du premier trimestre nettement supérieurs aux attentes, avec un chiffre d'affaires sous-jacent en hausse de 15,3% à 528,5 MEUR et un EBITDA ajusté de 343,2 MEUR (marge de 64,9%), marquant un huitième trimestre consécutif de croissance à deux chiffres tiré notamment par les marchés actions et à la contribution croissante d'Euronext Athènes.

Flops
Nanobiotix -16,8 % : la biotech française pionnière de la nanomédecine dévisse après avoir annoncé le 20 mai 2026 une augmentation de capital mondiale d'environ 85 MEUR, assortie d'une décote de près de 15% par rapport à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances.

Puig -12,49 % : le parfumeur espagnol plonge après la rupture, annoncée le 21 mai 2026, des pourparlers de rapprochement avec Estée Lauder, qui auraient pu donner naissance à un géant de la beauté de luxe valorisé à 40 MdsUSD, capable de concurrencer l'Oréal, leader actuel du secteur.

Eiffage -7,35 % : le cinquième groupe européen de BTP et de concessions pâtit d'une dégradation de Goldman Sachs, qui abaisse sa recommandation d'achat à neutre avec un objectif de cours ramené de 157 à 148 EUR, la

banque américaine jugeant le potentiel de hausse désormais plus limité après la solide performance boursière de l'an dernier. L'effet de détachement du dividende annuel de 4,80 EUR par action le 20 mai accentue mécaniquement le repli.

Vertiv -11,72 % : le spécialiste américain des infrastructures critiques pour centres de données pâtit de la déception suscitée par sa conférence investisseurs des 19-20 mai, dont les perspectives à long terme n'ont pas suffi à justifier une valorisation au sommet. Les cessions massives d'initiés, dépassant 123 MUSD sur trois mois, et la dégradation de Jefferies à conserver ont accentué les prises de bénéfices.

Walmart -8,51 % : le numéro un mondial de la grande distribution pâtit d'une publication trimestrielle à double lecture : un chiffre d'affaires du premier trimestre de l'exercice 2027 en hausse de 7,3% et des résultats en ligne avec les attentes, mais des perspectives du deuxième trimestre inférieures au consensus et un avertissement de la direction quant à la pression des coûts du carburant et à ses effets sur la consommation des ménages modestes.
Julius Bär -6,49 % : la banque privée zurichoise pâtit de l'annonce d'une collecte nette d'argent frais très décevante, à 3 milliards de francs suisses, en dessous des attentes et des 4,2 MdsCHF affichés un an plus tôt. La banque a été pénalisée par la mise en œuvre de son cadre révisé de gestion des risques et l'incertitude persistante au Proche-Orient.

Matières premières

Énergie : C'est la cacophonie qui règne sur les marchés pétroliers. Les prix du baril bougent dans tous les sens, ballottés entre les espoirs diplomatiques et les tensions sur l'offre. Le Brent accuse un recul d'environ 4% sur la semaine pour se négocier autour de 104 USD. L'attention reste focalisée sur les pourparlers entre les États-Unis et l'Iran. Bien que des signes de progrès et une réduction des divergences aient été rapportés — notamment via la médiation du Pakistan —, un profond scepticisme demeure. Deux points de blocage majeurs menacent l'accord. D'une part, Téhéran souhaite imposer un système de péage, une exigence qui constitue une ligne rouge pour l'administration américaine. D'autre part, Washington exige le transfert hors d'Iran du stock d'uranium hautement enrichi, ce que le guide suprême iranien, Mojtaba Khamenei, refuse catégoriquement. La géopolitique pèse également en Europe de l'Est. L'Ukraine cible méthodiquement les raffineries en Russie, ce qui maintient une pression sur l'appareil productif russe. Enfin, dans le registre des prévisions, l'Agence internationale de l'énergie tire une nouvelle fois la sonnette d'alarme. L'AIE craint un risque de déficit de pétrole cet été en raison du pic de la demande estivale et du manque d'offre en provenance du Moyen-Orient.

Métaux : L'or recule pour la deuxième semaine consécutive et s'échange autour de 4520 USD. Cette baisse s'explique par les tensions sur le marché de l'énergie. Le prix du baril de pétrole Brent reste supérieur à 100 USD. Cette situation maintient les craintes liées à l'inflation mondiale. Par conséquent, les investisseurs anticipent que la Réserve fédérale américaine maintiendra des taux d'intérêt élevés. Les marchés évaluent d'ailleurs à 40% la probabilité d'une nouvelle hausse des taux directeurs en décembre. Des taux d'intérêt élevés pénalisent l'or, car ce métal ne génère aucun rendement. De plus, ces attentes soutiennent le dollar américain, qui atteint un sommet de six semaines. Un dollar fort rend l'or plus coûteux pour les investisseurs utili-

sant d'autres devises. Les autres métaux précieux suivent cette tendance baissière sur la semaine. L'argent recule à 75,80 USD l'once. Les cours du cuivre terminent la semaine sur une note stable à 13515 USD. Les investisseurs font preuve d'attentisme et limitent leurs prises de position. Ils attendent l'issue des négociations de paix entre les États-Unis et l'Iran.

Produits agricoles : A Chicago, les prix des principales matières premières agricoles ont enregistré une baisse cette semaine. Ce recul s'explique principalement par la météo. Les prévisions annoncent des pluies bénéfiques dans le Midwest américain au cours des prochaines semaines. Ces précipitations vont favoriser le développement des plants de maïs, dont le cours cède du terrain à 465 cents le boisseau. Le blé recule également à 647 cents.

Macroéconomie

Macro : L'accumulation des incertitudes ne semble pas être en mesure de faire dérailler les indices actions. Les nuages sont pourtant bien présents : la fermeture du détroit d'Ormuz, si elle s'éternise jusqu'à l'été, va provoquer non seulement un emballement de l'inflation mondiale mais également des ruptures d'approvisionnement dont les conséquences tirent leur épingle du jeu, toutes les composantes de la cote ne peuvent pas en dire autant. Du côté obligataire, l'heure est également à la prudence. Le fraîchement élu président de la Réserve fédérale américaine va devoir composer avec des taux longs qui se sont nettement tendus depuis quelques semaines, au point que certaines banques centrales envisagent non plus un assouplissement monétaire mais au contraire un resserrement d'ici

la fin de l'année. Résultat des courses attendu mi-juin.

Crypto : Le bitcoin reste à l'équilibre cette semaine, en gravitant autour des 77 300 USD. En revanche, les ETF Bitcoin spot ont enregistré 1,2 MrdsUSD de sorties nettes cette semaine, signe que les investisseurs institutionnels délaissent le BTC, sûrement au profit de valeurs plus en vogue liées à l'IA. Les crypto-investisseurs regardent tout de même ce qu'il se passe de l'autre côté de l'Atlantique : un texte législatif, le CLARITY Act, devrait bientôt être voté au Sénat aux États-Unis, ce qui pourrait offrir aux acteurs de l'écosystème un cadre réglementaire clair pour exercer sur le sol américain. S'il est adopté, cela pourrait permettre aux cryptos d'exister légalement dans la sphère financière américaine, de manière plus transparente, et ainsi potentiellement favoriser leur adoption. Affaire à suivre. Du côté des autres cryptos, la tendance est similaire au bitcoin cette semaine : l'ether (ETH) reste autour de 2 130 USD, Solana (SOL) progresse de 2%, à 87 USD, tandis que XRP recule de 2%, à 1,37 USD.

La crise pétrolière et inflationniste d'un côté, les espoirs de paix en Iran et les promesses de l'IA de l'autre. La semaine boursière avait comme un air de déjà-vu. Les investisseurs gardent les yeux rivés sur le détroit d'Ormuz tout en continuant à acheter des actions technologiques liées à l'intelligence artificielle. L'agenda de la semaine prochaine ne pèse pas très lourd. Trois entreprises corrélées de près ou de loin à l'IA annonceront leurs résultats : Marvell, Salesforce et Dell. La seconde estimation de la croissance américaine du 1er trimestre sera annoncée jeudi, en même temps que l'inflation de base PCE d'avril. En Europe, ce sont les premières estimations de l'inflation de mai en Allemagne et en France, vendredi, qui susciteront le plus d'intérêt.

Source: Zonebourse

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 21 Mai 2026
Valeur : 25 Mai 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	132.8606	132.8756
1	EUR EURO	154.1582	154.1888
1	GBP POUND STERLING	178.3603	178.4044
100	JPY JAPANESE YEN	83.5444	83.5590
1	CNY CHINESE YUAN	19.5297	19.5342
1	CHF SWISS FRANC	168.6262	168.7095
1	CAD CANADIAN DOLLAR	96.4505	96.4894
1	DKK DANISH KRONE	20.6270	20.6364
1	SEK SWEDISH KRONA	14.1785	14.1829
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.3127	14.3177
1	AED UAE DIRHAM	36.1693	36.1842
1	SAR SAUDI RIYAL	35.4049	35.4108
1	KWD KUWAITI DINAR	432.9117	433.1017
1	TND TUNISIAN DINAR	45.0961	45.5493
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.3873	14.3889
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8252	20.9319
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3324	3.3428
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.5210	181.5210

RÉDUCTION DES DROITS DE DOUANE RÉCIPROQUES

L'Union européenne et le Mexique signent un accord commercial

Les négociations entre les deux partis en vue d'une révision avaient débuté en mai 2016 mais l'accord de principe sur les aspects commerciaux, conclu en 2018, n'avait jamais été ratifié.

R I/Agence

Le Mexique et l'Union européenne ont signé vendredi à Mexico une révision de leur accord commercial qui prévoit une réduction de leurs droits de douane afin de diversifier leurs économies et contourner le protectionniste agressif du président américain Donald Trump. Lors du VIIIe sommet Mexique/UE, la présidente mexicaine, Claudia Sheinbaum, et celle de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ont signé la mise à jour de cet accord en vigueur depuis 2000 et qui porte sur de nombreux produits agroalimentaires.

Les négociations en vue d'une révision avaient débuté en mai 2016 mais l'accord de principe sur les aspects commerciaux, conclu en 2018, n'avait jamais été ratifié. Le nouveau texte facilitera également le commerce des pièces automobiles, secteur particulièrement touché par les droits de

douane de Donald Trump. « Dans un moment marqué par des turbulences croissantes et de profondes transformations, nous avons décidé d'élargir, d'approfondir et de mettre à jour les liens de notre Partenariat stratégique », ont indiqué les deux parties dans une déclaration conjointe.

Ouverture au commerce mondial

Dans un communiqué, la Commission européenne affirme que cet accord envoie un « signal clair » indiquant que les deux économies restent ouvertes au commerce à un moment où « les mesures protectionnistes se multiplient ». Après la signature de l'accord, Claudia Sheinbaum a assuré que le Mexique est « stratégique » pour l'Union européenne et que leur relation peut être un « exemple » de la manière de renforcer l'économie. Cette signature coïncide avec les négociations entre le Mexique, les États-Unis et le Canada pour la révision de leur accord

de libre-échange (Aceum), sur fond de politique douanière agressive de Donald Trump. Les accords avec l'Europe et l'Aceum « ne sont pas contradictoires, au contraire, ils renforcent le Mexique, renforcent l'Europe et renforcent les États-Unis », a affirmé Claudia Sheinbaum. L'UE, qui est parvenue mercredi à un compromis provisoire pour mettre en œuvre l'accord commercial conclu l'an dernier avec les États-Unis, est le troisième partenaire commercial du Mexique, loin derrière les États-Unis et la Chine: les échanges avec l'UE se sont élevés à 94,598 milliards de dollars en 2025, près de huit fois moins qu'avec les États-Unis. « Ensemble, nous construirons un avenir meilleur pour nos citoyens et pour la planète », a déclaré Mme von der Leyen, soulignant que les deux parties uniront également leurs efforts au bénéfice de l'environnement, des droits humains et de l'égalité de genre.

LA GUERRE, TRUMP ET L'INFLATION

L'arrivée sous tension de Kevin Warsh à la Fed

Confirmé par le Sénat, le nouveau président de la Réserve fédérale américaine, Kevin Warsh, prête serment ce vendredi à la Maison-Blanche. Nommé par Donald Trump, il devra faire face à la poussée de l'inflation à plus de 3 % avec la guerre au Moyen-Orient.

Kevin Warsh va prendre officiellement la tête de la Fed ce vendredi. Le nouveau président de la banque centrale américaine, qui a été confirmé par le Sénat mi-mai, se voit offrir une cérémonie d'investiture à la Maison-Blanche. L'ancien faucon devra porter serment. Une première depuis Ronald Reagan qui avait nommé Alan Greenspan dans les années 1980.

Un geste déjà critiqué alors que Kevin Warsh va devoir affirmer son indépendance face à Donald Trump. Le milliardaire américain s'est montré très critique vis-à-vis de la politique monétaire de l'institution ces derniers mois, appelant à une baisse des taux rapide. Il n'a pas hésité à faire pression sur Jerome Powell, le futur ancien président de la Réserve fédérale, qu'il voulait voir démissionner. « On constate une réelle volonté du pouvoir politique d'influencer les décisions de la Fed, mais elle a jusqu'ici résisté malgré la nomination de Stephen Miran, proche de Donald Trump, en tant que gouverneur », commente, à La Tribune, Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marché chez IG.

« Les principes fondamentaux concernant l'indépendance de la Fed, la dépendance aux données économiques et la recherche du consensus au sein du comité resteront intacts, même si Kevin Warsh imprime progressivement sa marque sur la politique monétaire », estime, de son côté, Richard Clarida,

conseiller économique Monde de PIMCO et ancien vice-président du Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine entre 2018 et 2022.

Une probabilité de baisse des taux qui s'éloigne

Les espoirs de Trump en faveur d'une future baisse des taux sous Kevin Warsh se sont envolés avec la guerre au Moyen-Orient et la remontée de l'inflation à plus de 3 %. « Il est impossible dans ce contexte que Kevin Warsh ouvre la porte à une baisse des taux à court terme », indique Alexandre Baradez. D'autant que les taux souverains ont de nouveau augmenté, avec des niveaux records depuis 2007 sur ceux à 30 ans. « Tout signal de Warsh allant vers une baisse des taux à court terme mettra une tension supplémentaire sur les taux des obligations à 10 et 30 ans, car les marchés vont considérer qu'il y a un risque inflationniste supplémentaire », explique l'analyste. « Même la Maison-Blanche névoque plus une baisse de taux à venir pour éviter tout risque d'accident de politique monétaire », complète-t-il. « Je vais le laisser faire ce qu'il veut [...]. C'est un type très doué, il s'en sortira très bien, il fera du bon travail », a ainsi déclaré Trump en début de semaine. Les marchés n'anticipent à ce jour aucune baisse de taux cette année, et la majorité estime même qu'une hausse de taux sera le scénario le plus probable. « Kevin Warsh pourra peut-être ouvrir la possibilité d'une baisse de taux plus tard dans l'année, mais elle devra être conditionnée par une détente de la situation au Moyen-Orient », estime Alexandre Baradez.

Composer avec les différents responsables

Le nouveau président devra en tout cas composer avec les différents responsables de la Fed pour voter la politique monétaire. « L'influence du président de la Fed repose sur sa capacité à guider ses collègues vers un consensus, et Kevin Warsh possède les qualités d'un dirigeant convaincant, un atout dont il aura besoin dans cette fonction », commente Richard Clarida. D'autant que les dissidences au sein des membres se sont accumulées ces derniers mois. Lors de la dernière réunion de l'institution, une majorité des responsables ont indiqué qu'un resserrement « deviendrait probablement nécessaire si l'inflation continuait de se maintenir de manière persistante au-dessus de 2 % ». Trois autres n'étaient pas d'accord avec la formulation du communiqué en indiquant que la prochaine décision pourrait être un relèvement des taux. Stephen Miran, qui va quitter son poste de responsable, a, de son côté, voté une baisse. Outre les taux, l'ancien faucon pourrait amener d'autres changements au sein de l'institution. Il a ainsi critiqué par le passé le bilan de la Fed qu'il voudrait réduire au fur et à mesure. Comme le relève également Richard Clarida, Kevin Warsh pourrait aussi provoquer des changements dans la communication de la Fed car il considère que les membres de l'institution s'expriment trop. Mais il « devra rallier une majorité, c'est-à-dire au moins six autres membres votants, au sein du FOMC afin de mettre en œuvre des changements significatifs », complète-t-il. La prochaine réunion du Comité de politique monétaire présidée par Kevin Warsh aura, elle, lieu les 16 et 17 juin prochains.

R I/Agence

LA COMMISSION EUROPÉENNE APPROUVE L'ACCORD DE SÉCURITÉ AVEC BUCAREST

Un financement pouvant atteindre 16,7 milliards d'euros est attendu

La Commission européenne a signé un accord avec la Roumanie dans le cadre du programme SAFE (Action pour la sécurité en Europe), permettant à Bucarest d'obtenir des prêts d'un montant de 16,7 milliards d'euros. Il s'agit de la deuxième plus importante enveloppe allouée par ce biais, après celle accordée à la Pologne. La Commission européenne a signé l'accord hier, après sa signature la semaine dernière par les autorités de Bucarest, via le ministère des Finances.

Le ministre des Finances, Alexandru Nazare, a précisé que le programme SAFE prévoit des investissements dans la défense, la sécurité et les infrastructures stratégiques, mais qu'il représente également une opportunité économique majeure, grâce à des investissements dans l'industrie et les technologies de défense, la création d'emplois dans les secteurs stratégiques et la mise en œuvre de projets d'infrastructure capables de transformer la connectivité de régions entières. Un préfinancement d'environ 2,5 milliards d'euros est prévu, suivi d'une première demande de paiement, probablement en octobre 2026.

Agence

PHILIPPINES
La banque centrale envisage une hausse des taux d'intérêt hors calendrier

La banque centrale des Philippines envisage une hausse des taux d'intérêt avant sa réunion de politique monétaire prévue le 18 juin, afin de contenir l'inflation et la dépréciation du peso. Le gouverneur de la banque centrale, Eli Remolona, a déclaré que la hausse de 25 points de base décidée en avril dernier « pourrait ne pas avoir été suffisante » compte tenu de la forte augmentation des coûts de l'énergie liée à la crise au Moyen-Orient. M. Remolona a expliqué que la banque entendait se montrer proactive et déterminée à maîtriser l'inflation. Ces derniers jours, le peso philippin a perdu environ 4,6 % de sa valeur face au dollar, s'échangeant à plus de 60 pesos pour un dollar. D'autres pays asiatiques importateurs de pétrole, comme l'Inde et l'Indonésie, subissent également les pressions de la hausse des prix de l'énergie et de la fuite des capitaux.

Agence

USB-C

Pourquoi un câble universel n'existera (presque) jamais

L'Union européenne a imposé l'USB-C pour mettre fin à la salade de câbles. Sauf qu'en pratique, deux câbles identiques peuvent avoir des capacités radicalement différentes. Décryptage.

Un seul câble pour tous vos appareils ? La promesse de l'USB-C, devenu obligatoire en Europe pour les smartphones, les tablettes et désormais les ordinateurs portables, semblait clore définitivement le débat des connecteurs. Sauf que la réalité est nettement plus tordue : certains câbles chargent un PC en 12 heures, d'autres refusent de transmettre la moindre image vers un écran externe, et quelques modèles bas de gamme parviennent même à griller le matériel auquel on les branche. Derrière le connecteur universel se cache un labyrinthe de normes, de protocoles propriétaires et de raccourcis marketing. On vous explique pourquoi le câble universel n'existe pas vraiment, et comment éviter les pièges.



L'USB-C, un connecteur unique pour mille usages différents

Né en 2014 sous l'égide de l'USB Implementers Forum (le consortium qui réunit Intel, Apple, Microsoft, HP, Dell et Samsung), l'USB-C devait remplacer le micro-USB et mettre fin à la prolifération des chargeurs propriétaires. Le format est compact, réversible, et capable de transporter énergie, données et vidéo dans un seul câble. L'UE a poussé l'adoption en imposant la norme aux smartphones et tablettes dès 2024, puis aux PC portables.

Mais comme le rappelle l'USB-IF lui-même, l'USB-C ne désigne que la forme du connecteur. Tout ce qui passe à l'intérieur dépend des protocoles supportés. Un câble USB 2.0 plafonne à 480 Mb/s, un USB 3.0 monte à 5 Gb/s, et un Thunderbolt 4 atteint 40 Gb/s. Côté ali-

mentation, le grand écart est encore plus violent : entre un câble limité à 15 W et un modèle certifié 240 W via la norme USB Power Delivery, l'écart de performances est colossal, mais rien ne le distingue visuellement.

Recharge rapide propriétaire : l'angle mort du standard européen

L'UE a anticipé en imposant la compatibilité avec l'USB Power Delivery, le standard ouvert de recharge rapide. En théorie, n'importe quel chargeur certifié USB-C PD doit pouvoir alimenter rapidement n'importe quel appareil compatible. En pratique, les constructeurs ont trouvé la parade : ils respectent strictement le minimum imposé par PD, puis greffent par-dessus un protocole maison qui ne se déclenche que si le téléphone reconnaît son char-

geur et son câble d'origine. Résultat : pour profiter des recharges ultra-rapides annoncées sur les flagships Android, il faut acheter le combo chargeur + câble de la marque. Le mythe du câble unique en prend un sacré coup. Pire, comme l'a montré un ingénieur de Google dans une série de tests devenue référence, des vendeurs peu scrupuleux mentent sur les capacités réelles des câbles bon marché vendus sur Amazon, au point qu'une partie a été bannie de la plateforme après avoir endommagé des Chromebooks et des chargeurs.

Le GPMI chinois, futur successeur ?

Pendant que l'Europe peaufine son standard, la Chine planche déjà sur la suite. Baptisée GPMI (General Purpose Multimedia Interface), cette nouvelle

norme promet la vidéo 8K, des débits monstrueux, le réseau internet et jusqu'à 240 W d'alimentation dans un seul câble. Sur le papier, c'est le câble universel rêvé. Reste à voir si les industriels mondiaux accepteront de renier leurs protocoles propriétaires pour l'adopter, et à quel prix il sera commercialisé. Pour l'instant, le pari reste ouvert.

L'USB-C illustre une vérité tenace de l'industrie tech : la simplicité standardisée est toujours négociée à la marge par les constructeurs, qui gardent jalousement une couche premium sur leurs accessoires. Avant d'acheter un câble, trois questions à se poser : quelle puissance de recharge ? Quel débit de données ? Et est-ce que je dois transmettre de la vidéo ? Trois ou quatre câbles bien choisis suffisent à couvrir l'essentiel des usages.

Rentabilité atteinte pour Anthropic ! L'électrochoc pour OpenAI...

Anthropic poursuit une ascension tout bonnement vertigineuse : la start-up derrière Claude devrait devenir rentable pour la première fois de son histoire. Le coup de massue pour sa grande rivale, OpenAI. En février, Anthropic était blacklistée par la Maison-Blanche après avoir refusé que Claude soit utilisé par le Pentagone pour certains usages. On la pensait alors dans un immense borbier, il n'en est rien. Ses performances sont vertigineuses, avec 10,9 milliards de dollars de chiffre d'affaires attendus pour le deuxième trimestre 2026, soit plus du double par rapport aux 4,8 milliards enregistrés sur l'exercice précédent. Mieux encore, son bénéfice opérationnel devrait atteindre les 559 millions de dollars, révèle The Wall Street Journal.

Croissance affolante

Il y a encore quelques mois, Anthropic elle-même tablait sur une rentabilité à l'horizon 2028 au plus



tôt. La réalité a largement devancé ses propres projections. Sa croissance peut même être comparée à celle de Zoom pendant la pandémie, ou encore à Google et Facebook à l'approche de leurs introductions en Bourse. Ce succès fulgurant repose avant

tout sur l'explosion de la demande pour ses outils de code, et plus largement pour les capacités agencées de Claude. Mais il s'explique aussi par une gestion bien plus rigoureuse que celle d'OpenAI. Car Anthropic dispose d'une base d'utilisateurs majoritari-

ement professionnelle, ce qui lui évite de devoir subventionner des millions d'utilisateurs gratuits comme le fait ChatGPT. En conséquence, au deuxième trimestre, elle ne devrait dépenser que 56 centimes en puissance de calcul pour chaque dollar gagné, contre 71 centimes au trimestre précédent.

De même, l'entreprise s'appuie principalement sur les puces de Google et Amazon, généralement moins coûteuses que celles de NVIDIA, et a adopté une approche bien plus prudente qu'OpenAI dans ses engagements de dépenses. Un deal monstre avec SpaceX est venu compléter le tableau ces dernières semaines, lui ouvrant l'accès à Colossus, le gigantesque centre de données de l'entreprise d'Elon Musk. Un partenariat difficile à imaginer pour OpenAI, tant l'animosité entre Sam Altman et Elon Musk est profonde.

Une bonne nouvelle pour les investisseurs

À noter, malgré tout, qu'Anthropic

elle-même ne garantit pas de rester dans le vert sur l'ensemble de l'année : ses besoins colossaux en infrastructure pourraient peser lourd dans les trimestres à venir. Mais franchir ce cap au moment précis où elle prépare son entrée en Bourse n'est pas anodin. C'est un signal fort envoyé aux investisseurs, alors qu'elle se prépare à un nouveau tour de table qui propulsera sa valorisation au-delà de celle d'OpenAI.

Une guerre dans laquelle les deux camps ne jouent d'ailleurs pas tout à fait avec les mêmes règles. Car Anthropic comptabilise dans ses revenus les ventes réalisées via ses partenaires cloud, contrairement à sa concurrente. Une différence comptable qui a son importance, et qu'OpenAI n'a pas manqué de pointer du doigt, accusant la start-up de gonfler artificiellement ses chiffres.

Anthropic, de son côté, assure que cette méthode est parfaitement conforme aux pratiques comptables standard. À chacun d'en tirer ses propres conclusions.

VOUS ROULEZ EN MERCEDES ?

Cette étude insolite risque de ne pas vous faire plaisir

Les clichés sur certaines marques automobiles ont la vie dure. BMW et les clignotants, Tesla et les écrans, Mercedes et les conducteurs pressés... Une nouvelle étude vient justement alimenter cette collection avec un classement inattendu : les conducteurs Mercedes seraient les champions des mauvais stationnements. Enfin... à condition de regarder les chiffres d'un peu plus près.

Une étude consacrée aux habitudes de stationnement dans plusieurs grandes villes européennes s'est intéressée à une question plutôt inhabituelle : certaines marques automobiles seraient-elles plus souvent associées à des voitures mal garées que d'autres ? Chacun a sans doute son avis sur la question. Pour autant, il y a bien une marque qui ressort, dont les propriétaires se garaient particulièrement mal. L'étude de Discover-Cars.com place en effet Mercedes en tête, avec 25 % des modèles observés stationnés hors des lignes ou occupant une place de manière incorrecte. Un podium complété par Citroën (24,4 %), BMW (21,7 %) ou encore Tesla (20,5 %).

Des clichés vieux comme... l'automobile

Ces résultats viennent alimenter un peu plus quelques clichés bien connus autour des conducteurs. Un peu comme si on pouvait dire "dis moi ce que tu conduis, et je te dirai qui tu es". D'autant que l'étude rappelle au passage une autre enquête qui plaçait déjà Mercedes parmi les marques dont les conducteurs utiliseraient le moins leurs clignotants. Les propriétaires de BMW avaient alors décroché la première place. Évidemment, personne ne conclura sérieusement qu'un logo sur un capot modifie automatiquement les ta-



lents de stationnement. Mais c'est précisément ce qui rend ce type de classement amusant : il joue avec des idées reçues déjà bien installées.

Barcelone semble avoir un problème avec les places de parking

Les marques ne sont pas les seules visées. L'étude affirme également que Barcelone serait la ville où l'on observe le plus de voitures mal stationnées parmi les lieux analysés, avec 19 % des véhicules concernés. Bonne nouvelle (ou pas), la France qui se classait déjà bien dans les marques

avec la deuxième place de Citroën, arrive sur la même marche du podium des villes. Paris suit de près avec 18 % de voitures mal garées, tandis que Rome, Amsterdam et Manchester se situeraient à 16 %. Avant d'en tirer des conclusions sur le comportement des automobilistes espagnols ou français, plusieurs éléments peuvent pourtant influencer ces chiffres : densité urbaine, taille des places de stationnement, fréquentation des parkings ou habitudes locales. Comparer directement des villes aussi différentes est très facile, mais plutôt délicat et pas forcément pertinent.

Avant de ranger tous les conducteurs Mercedes dans la même case...

Mais au-delà du classement lui-même, c'est peut-être sur la méthodologie qu'il faut s'arrêter. Derrière son apparence d'étude européenne, les résultats reposent sur des observations réalisées par plusieurs blogueurs dans quelques parkings de centres commerciaux répartis dans cinq villes. Loin d'une rigueur scientifique et de l'exhaustivité attendues pour ce type d'analyse. Le résultat relève davantage de l'anecdote que du constat statistique.

Le problème est qu'aucun détail précis n'est donné sur le volume exact des véhicules observés ni sur la représentativité des marques présentes dans chaque ville. Une Mercedes très présente dans certains quartiers ou certaines zones pourrait par exemple mécaniquement remonter dans le classement.

Cela n'empêche pas ce type de contenu de remplir son objectif : alimenter les discussions et réveiller quelques rivalités entre automobilistes. Les clichés automobiles se portent très bien depuis des décennies. Et voici quelques chiffres de plus qui devraient leur permettre de perdurer un peu de temps encore.

DE PRÉPARATEUR À CONSTRUCTEUR

Brabus dévoile son premier modèle maison

Presque cinquante ans après la création de son entreprise en 1977, l'un des rêves du créateur de Brabus se réalise enfin : la marque débute la production de son grand coupé maison. Et si Bodo Buschmann n'est plus là pour voir son rêve prendre vie, ce modèle en forme d'hommage lui fait honneur. Au programme : des lignes aussi impressionnantes qu'élégantes avec un ramage à la hauteur du plumage : la belle reçoit un V12 biturbo promettant des performances de très haut vol.

Des Mercedes, Porsche, Land Rover et autres Aston Martin ensorcelées à la construction de GT exclusives, il n'y avait visiblement qu'un tour de roue et Brabus vient de le franchir. De tous les préparateurs allemands, l'entreprise est sans doute l'un des plus connus. Devenue constructeur, la firme qui s'est fait connaître pour ses modifications aussi soignées qu'extravagantes vient de présenter la Bodo, un coupé 2+2 pour le moins exceptionnel. Dès les débuts de ses activités en 1977, Bodo Buschmann rêve de construire sa propre voiture. Il aura fallu presque 50 ans pour que cela devienne une réalité. Le résultat est assez bluffant. Si le créateur de la marque, décédé en 2018, n'est plus là pour voir cet hommage, il aurait sans doute été fier.

La Bodo, puisque c'est son nom, est un grand coupé long, large, bas et surtout assez spectaculaire. Le premier exemplaire produit, celui de la présentation officielle, est tout de noir vêtu, ce qui lui donne des faux airs de Batmobile. La calandre assez massive est le seul point pouvant dénoter sur cette carrosserie dans l'en-



semble gracieuse. Il faut dire que la Bodo ne part pas d'une feuille blanche : elle est basée sur une Aston Martin Vanquish aux proportions déjà très réussies.

L'allemande perd en finesse ce qu'elle gagne en agressivité avec cet avant plus anguleux comprenant des entrées d'air massives. L'arrière, quant à lui, est carrément sculptural

avec une lunette se prolongeant dans un creux de carrosserie intégrant un spoiler. La fine signature lumineuse surplombe une large partie ajourée qui couronne elle-même les quatre sorties d'échappement carrées. Seuls le profil et la forme du vitrage trahissent les origines anglaises de la Bodo.

Les concessions ? Chez Brabus, inconnu au bataillon

La Bodo est tout sauf une coquille vide, la mécanique est à la hauteur du style. Si l'Aston Martin Vanquish qui prête ses dessous est déjà bien lotie niveau mécanique en partageant des éléments avec certaines AMG, Brabus n'a pas oublié ses origines de préparateur. Sans aucun soutien de moteur électrique, le V12 5,2 L biturbo promet 1 000 ch et surtout un couple camionnesque de 1 200 Nm utilisable sur une large plage de 2 900 à 5 000 tr/min. Un gain de 165 ch et 200 Nm par rapport à l'Aston. Ainsi, l'allemande promet des performances stratosphériques avec un 0 à 100 km/h atteint en 3 secondes, un 0 à 200 km/h en 8,5 s et un 0 à 300 km/h en 23,9 s. La vitesse de pointe est quant à elle volontairement limitée électroniquement... à 360 km/h !



Les journées du mercredi, jeudi et vendredi prochains seront chômées et payées pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, indique, dimanche, un communiqué conjoint du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et de la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative.



HYDROCARBURES

Sonatrach prend part au 2e Sommet d'Istanbul sur les ressources naturelles

Le PDG du groupe Sonatrach, Nour Ed-dine Daoudi, a pris part au sommet d'Istanbul (Turquie) sur les ressources naturelles "Istanbul Natural Resources Summit" (INRES 2026), confortant la présence de la compagnie nationale dans les grands événements internationaux, a indiqué dimanche le groupe dans un communiqué. Cette deuxième édition, placée sous le thème de "l'énergie et les ressources naturelles au cœur d'un monde en mutation", a été officiellement ouverte par le président turc Recep Tayyip Erdogan. M. Daoudi a été l'un des principaux animateurs du premier panel, qui a tourné autour du sujet "Composer avec l'incertitude: stratégies d'investissement dans les hydrocarbures et les ressources minières", a fait savoir le communiqué, ajoutant que la présence de M. Daoudi à ce sommet "reflète le rôle important que joue Sonatrach sur la scène énergétique internationale". Cette participation "traduit à la fois l'excellence de la coopération entre le groupe pétrolier et les entreprises turques, et les relations fraternelles entre l'Algérie et la République de Turquie", souligne-t-on de même source. Evènement axé sur la sécurité énergétique, l'investissement et la coopération mondiale dans ce secteur, l'INRES 2026 a rassemblé des ministres, des investisseurs et des experts mondiaux pour débattre de la sécurité énergétique et des investissements miniers.

APS

AÏD EL-ADHA

Le nombre de moutons importés a atteint un million de têtes

Le nombre de moutons importés pour l'Aïd El-Adha a atteint, jusqu'à dimanche, un million de têtes sur l'ensemble du territoire national, selon les données de la plateforme numérique adhahi.dz, lancée par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche pour la réservation de moutons en prévision de l'Aïd.

Selon les données actualisées de la plateforme à la mi-journée, le nombre global de moutons importés, qu'ils soient déjà sur le territoire national, en cours d'acheminement ou en phase d'importation, s'élève à 1.000.004 têtes, tandis que le nombre de moutons réceptionnés sur le territoire national dans le cadre des opérations d'importation s'élève à 760.714 têtes.

La plateforme montre également que 239.290 moutons sont actuellement en cours de chargement dans les ports ou les aéroports ou en cours d'importation.

La plateforme adhahi.dz permet aux citoyens de réserver numériquement leurs moutons et de suivre en temps réel, avec précision, le nombre de têtes importées ainsi que les navires ayant assuré leur transport, leurs itinéraires et les dates prévues de réception.

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche avait annoncé, le 18 avril dernier, le lancement de l'opération de réservation de moutons importés en prévision de l'Aïd El-Adha 2026, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui avait donné, lors du Conseil des ministres tenu dimanche dernier, des instructions à l'effet de veiller, avec davantage de rigueur et à un rythme plus soutenu, à la réussite de l'opération d'importation d'un million de moutons, et d'en assurer la distribution dans les meilleures conditions.

APS

JOURNÉE MONDIALE DE L'AFRIQUE

L'Algérie à l'avant-garde pour mener l'intégration continentale

L'Algérie célèbre lundi la Journée mondiale de l'Afrique au moment où elle poursuit ses efforts pour la concrétisation de l'intégration continentale et l'instauration de la paix et de la sécurité, tout en défendant les intérêts du continent contre les injustices historiques dont il a été victime. L'Algérie a toujours été fidèle aux principes consacrés par la Charte de l'Union africaine (UA) et aux valeurs des pères fondateurs, à travers l'élaboration d'approches réalistes visant à résoudre les crises africaines avec des solutions africaines et pour le maintien de la souveraineté des pays et de leur intégrité territoriale.

Dans ce cadre, l'Algérie a inscrit à la tête de ses priorités l'action visant à rétablir la paix et la stabilité sur le continent, notamment dans un contexte où se multiplient les menaces transcontinentales, telles que le trafic de drogue et d'armes, la traite des êtres humains et l'immigration illégale. Cette vision s'est manifestée à travers les efforts intenses déployés par l'Algérie au sein du Conseil de paix et de sécurité de l'UA, considérant que sa sécurité et celle du continent africain sont étroitement liées.

La stratégie de l'Algérie visant à renforcer son appartenance à l'Afrique a connu une nouvelle dynamique au cours de ces dernières années, sous l'impulsion du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a insisté, à maintes occasions, sur la nécessité de privilégier les solutions politiques et celles liées au développement, en vue de faire de l'Afrique un continent sûr et développé. Une approche qui s'est concrétisée à travers le lancement de nombreux projets économiques à même de faire barrage au phénomène du terrorisme et de l'extrémisme et pour parvenir au décollage économique tant espéré en Afrique. Le puissant engagement politique de l'Algérie, sans cesse renouvelé, en faveur de la concrétisation de l'intégration économique du continent s'est manifesté à travers la participation de l'Algérie à de nombreux projets régionaux, notamment dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Pour ce faire, l'Algérie a consacré son dernier mandat au Conseil de sécurité à la défense des intérêts du continent, tout en plaidant pour que soit levée l'injustice historique infligée à l'Afrique. Elle a abrité également de nombreuses manifestations politiques et économiques de dimension continentale, dont la 4e édition du salon du commerce intra-africain (IATF 2025), la 12e édition du séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique-Process-



us d'Oran (2025), la conférence internationale sur les crimes du colonialisme en Afrique, la conférence ministérielle africaine sur la production locale de médicaments et les technologies de santé, ainsi que la conférence africaine des start-up et le sommet ministériel africain des télécommunications. -- L'Algérie, un acteur incontournable dans la prise de décision à l'échelle continentale-- Par ailleurs, l'Algérie a participé activement, et de manière remarquable, à différents sommets et autres manifestations africaines, notamment le 39e sommet de l'UA organisé en février dernier à Addis-Abeba. Lors de cet événement, les participants ont adopté un certain nombre de résolutions reconnaissant le rôle précurseur de l'Algérie dans la défense des intérêts africains. Ils ont adopté, entre autres, la Déclaration d'Alger relative aux crimes du colonialisme dans le continent africain, tout en louant les efforts consentis par l'Algérie pour concrétiser l'intégration africaine. Le rôle de plus en plus actif de l'Algérie au sein du continent, reflétant la politique judicieuse et le leadership éclairé du président de la République, a été largement reconnu, ce qui a ouvert la voie à l'Algérie pour présider le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP). Des cadres algériens ont également occupé des postes importants au sein de l'UA.

Sur la même dynamique, l'Algérie a reçu la visite d'un grand nombre de leaders africains, en plus de visites de haut niveau, à l'image de celle du président de la Commission de l'UA, Mahmoud Ali Youssouf, et du Secrétaire général adjoint des Nations unies, secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), Claver Gatete, ainsi que celles de ministres des affaires étrangères de nombreux pays africains. Des visites qui reflètent la confiance qu'accordent les pays du continent au leadership éclairé du président de la République et la reconnaissance du rôle de l'Algérie en tant que locomotive continentale dans le processus d'intégration

africaine.

Dans une déclaration à l'APS, le professeur de sciences politiques et en relations internationales, Idriss Attia, a indiqué que l'Algérie est un acteur incontournable dans la prise de décision à l'échelle africaine. Elle est aussi l'architecte du cadre relatif à la sécurité au niveau du continent, ce qui lui confère le statut de référence en la matière au niveau africain et face aux ingérences étrangères, a-t-il ajouté.

Forte de son héritage révolutionnaire, l'Algérie est devenue "une boussole stratégique" pour le continent en ce qui concerne la question précise de la coopération, a-t-il soutenu. Il en veut pour preuve, les nombreuses visites qu'effectuent régulièrement des délégations africaines de haut niveau en Algérie. "Ces visites représentent un aveu clair que la stabilité du continent passe par la diplomatie algérienne qui a repris son rôle de partenaire stratégique fiable", a-t-il affirmé. Il a ajouté que l'Algérie est devenu le point de rencontres des pays souhaitant coordonner leurs positions en ce qui concerne les grandes questions comme la réforme du Conseil de sécurité, les défis sécuritaires dans la région du Sahel et d'autres questions africaines.

Il a relevé, en outre, que l'Algérie a adopté la "diplomatie de la réalisation" à travers le lancement de grands projets structurants transnationaux, tels que la route transsaharienne, le gazoduc transsaharien et le réseau de fibre optique. Des projets qui visent à mettre fin à la dépendance vis-à-vis de l'étranger. M. Attia a assuré que l'Algérie a pour "constante structurelle" la défense des causes africaines et à sa tête la question du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. L'Algérie, à travers ses relations avec les grandes puissances, assure aussi le rôle d'un leader géopolitique capable de défendre les intérêts africains et plaider pour un monde multipolaire respectant les spécificités du continent africain, a-t-il conclu.

APS